

Magazine Mensuel d'information pour la promotion et la lutte contre les violences faites aux femmes
N°:001 Décembre 2017



Les femmes dans la carrière de

Manéah

p.9

SOCIÉTÉ

Djenabou Baldé
activiste humanitaire
p.5

BIOGRAPHIE

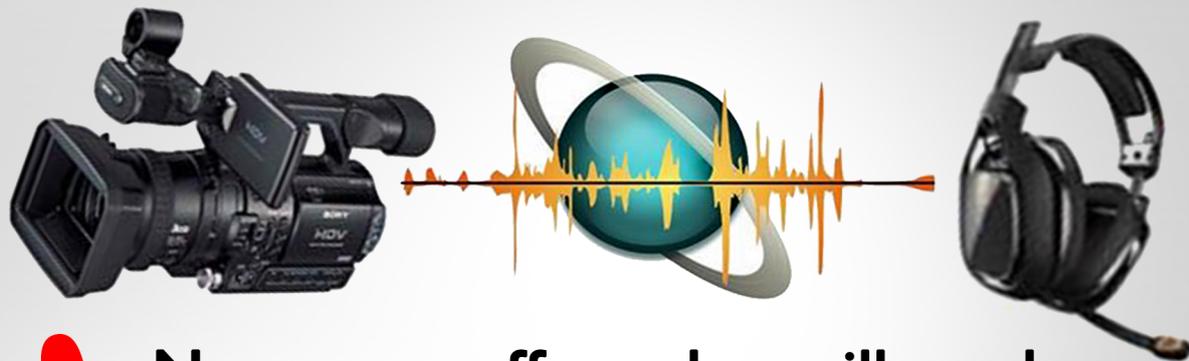
La Vie de Hadja
Rabiatou Serah Diallo
p.14

CULTURE

L'artiste Cheka
Katenen Dioubaté
p.28

GALAXIE **P**RODUCTION

Communication - Marketing - Publicite - Evenementiel



Nous vous offrons le meilleur des services multimédias et un ensemble de solutions à tous vos problèmes de productions Audiovisuelles



*Vos Besoins,
notre mission
d'être*

NOS PRESTATIONS:

- Productions audiovisuelles
- Organisation et Gestion des Evènements
- Community Management
- Spectacles et animations des soirées

Adresse: Matoto - Route CBK

Tel: (+224) 620 202 202 / 657 82 82 38

e-mail: galaxyprod224@gmail.com

Siege Social :

Commune de Matam Sankoumbaya
sur l'autoroute Fidel Castro

Récépissé N° :

533/ PR/TPI/K/C/2016

Téléphone :

Guinée: (+224) 626 641 732 / 666 515 171

Belgique : (0032) 465 520 510

Adresse E-mail :

asblfemmesafricaines@gmail.com

Fondatrice :

Djenabou Baldé

asblfemmesafricaines@gmail.com

Directeur de Publication:

Cherif Djiba Sano

(00224) 626 641 732

Bolokadasano@gmail.com

Rédacteur en Chef:

Daouda Yansané

(00224)664 442 343

Secrétaire Général:

Younoussa Naby Sylla (+224) 662 32 24 78

Comité de Rédaction:

Aminata Kouyaté, Amadou Labaya,
Maciré Fernand Bangoura, Fadima Keita,
Bolokada Sano, Zackaria Touré

Chef Service Commercial:

Aboubacar Koket Camara

Conseillers/Collaborateurs:

Aboubacar Sanso, Amadou Labaya

Correspondants:

Idrissa Keita (Mali, Cote D'ivoire)

Seikhou Sylla (Sénégal)

Infographie et impression

eyemotion pro (Guinée) 625 31 27 38

eyemotionpro@gmail.com

Studio graphic ISOPUBLI (Senegal)

isopubli@gmail.com

Distribution

Guinée, Belgique, Sénégal, Mali

SOMMAIRE



SOCIÉTÉ

P.5

La lutte contre la discrimination & les violences faites aux femmes.....	p.5
Le mariage précoce nuit au développement de la jeune fille.....	p.6
Consacrer une journée de lutte contre les violences faites aux femmes.....	p.8
La vie des femmes dans la carrière de Manéah.....	p.9
Le quotidien des Femmes Guinéennes.....	p.10
La Fondation African initiatives for women signe des conventions avec 3 orphelinats.....	p.11
5 questions à Dr Morissanda Kouyaté sur l'excision !.....	p.12



BIOGRAPHIE

P.14

La Vie de Hadja Rabiou Serah Diallo.....	p.14
Résumé biographique de Fatoumata CHERIF.....	p.16



ENTREPRENARIAT

P.18

Promotion de l'Entrepreneuriat féminin en Guinée.....	p.18
HAWA TAMBOURA, activiste panafricaine de la nouvelle génération !.....	p.20
Salon de coiffure Pat's Natural Beauty pour les cheveux naturels.....	p.21
Le débarcadère de Téminétaye.....	p.22
Plaine de Sonfonia.....	p.23
Sénégal Yarakh, la cité des femmes oubliées.....	p.24



POLITIQUE

P.25

ELECTIONS PRESIDENTIELLES AU MALI, Une femme sera candidate en 2018 !.....	p.25
PROMOTION DE LA FEMME AU MALI.....	p.25



SANTÉ

P.26

Le VIH n'est-il pas SIDA ?.....	p.26
les médicaments de la rue ont «la peau dure en Guinée»...	p.27



CULTURE

P.28

Cheka Katenen Dioubaté « Née pour chanter... ».....	p.28
---	------



SPORT

P.29

Aissatou THIAM & ses archers sur le toit de l'Afrique.....	p.29
AYE MANSARE, une pionnières du football féminin en Guinée.....	p.30

Editorial



« Quand les hommes sont opprimés, on parle de tragédie. Quand les femmes sont opprimées, on dit que c'est la tradition ». Inadmissible

La visée de ce magazine avant tout, se situe dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes et la promotion des femmes d'Afrique en particulier et du monde en générale. En effet, si les violences dont les femmes font l'objet n'est pas un fait nouveau, celui de l'intérêt accordé à cette question en est un depuis les deux dernières décennies. La problématique des violences faites aux femmes jusqu'alors limitée à la sphère privée s'est convertie en un enjeu de société, un sujet d'actualité, brûlant.

Cher (es) lecteurs, si l'on revient quelques siècles en arrière, le "droit de correction" faisait partie des mœurs au Moyen-âge. Au XVème siècle, l'Église émet une ordonnance qui précise "quand et comment un homme pouvait effectivement battre sa femme". Loin de s'atténuer, la brutalité maritale s'affirme au grand jour et se voit renforcer au fil des années.

« Quand les hommes sont opprimés, on nomme cela une tragédie. Quand les femmes sont opprimées, on nomme cela une tradition ». Inadmissible

Le constat actuel est que 1 femme sur 10 a subi des violences verbales, psychologiques, physiques ou sexuelles de la part de son conjoint ou ex-conjoint. Toutes les composantes de notre société sont concernées, sans distinction d'âge, de niveau de vie, de niveau d'études, de catégorie socioprofessionnelle, d'origine, de confession, de lieu de résidence ...

Vous l'aurez sans doute compris que les causes profondes de ces violences sont connues. C'est un point sur lequel s'accordent les institutions, les ONG et les experts : dans les pays du Nord ou du Sud, dans des contextes de développement ou d'urgence, de la violence domestique au viol comme arme de guerre, la violence sexuelle, l'inégalité et l'excision. Un des principaux défis liés à celles-ci est qu'elles sont souvent cachées voire invisibles car elles sont profondément ancrées dans les mœurs sociales, les relations structurelles d'inégalité hommes / femmes et donc intériorisées par les individus.

Depuis des années, plusieurs femmes activistes combats ce genre de pratiques à laquelle les femmes sont confrontées dans le monde. Par ailleurs il faut savoir qu'elle n'est en rien en lien avec la religion mais est une coutume transmise par les femmes elle-mêmes, coutume barbare s'il en est, dont la finalité est claire ! Les filles ne doivent pas avoir de plaisir seules et par le biais de ce que la nature leur a donné au plan anatomique.

L'excision est un crime !

Nous disons à ce sujet que l'excision est une atteinte à l'intégrité physique et psychique de la femme, qui la laisse blessée à vie. En s'attaquant à la féminité, cette pratique prive la société d'une richesse inestimable. Par ailleurs, pour les croyants, quelle que soit leur religion, légitimer l'excision revient à prétendre que Dieu aurait créé la femme avec un organe nuisible, ce qui est une absurdité sans nom.

Cependant, on ne doit pas seulement en parler pour arrêter cette horreur mais aussi on doit s'assurer que les personnes qui pratiquent l'excision et les parents qui demandent que leurs filles soient excisées soient condamnées par la loi. Arrêtons cette pratique qui traumatise les femmes!

A dire vrai, c'est inconcevable, inacceptable, anormale, ce n'est ni plus ni moins considérer la femme comme un sous produit. La femme l'avenir de l'homme comme l'a écrit Aragon (un homme), et l'a chanté Jean Ferrat (un homme aussi !). Ces méthodes d'un autre temps sont obsolètes, décalées avec notre époque et nos modes de vie. Tout ça pour qu'elles ne s'approchent pas trop des garçons, à l'inverse il sera admis malgré leur excision qu'un homme puisse les violer! Il y a une contradiction dans cette coutume.

L'un des principaux défis liés à celles-ci est qu'elles sont souvent cachées voire invisibles car elles sont profondément ancrées dans les mœurs sociales, les relations structurelles d'inégalité hommes / femmes et donc intériorisées par les individus. Lutter contre les violences faites aux femmes nécessite de profonds changements sociaux et structurels. Nous ne devons pas nous réfugier derrière un relativisme culturel. Aucune société ne peut justifier un droit à la violence contre les femmes. Pas plus qu'un droit à l'esclavage ou au génocide.

Pour terminer, j'affirmerais que la lutte contre la violence à l'égard des femmes demande en effet une réponse holistique, indivisible et multi-sectorielle. L'intervention de nombreux acteurs travaillant de concert est nécessaire pour en venir à bout. Les dirigeants, les professionnels de l'éducation, de la santé et les associations de femmes ont une responsabilité particulière dans ce domaine. A chaque niveau, les mesures prises doivent viser à rendre les femmes plus autonomes, à sensibiliser les hommes aux problèmes, à durcir les sanctions pour les agresseurs et à répondre aux besoins des victimes.

Je rends un hommage à toutes les braves femmes d'Afrique et du monde et particulièrement aux illustres femmes de ma Guinée réputées pour leur élégance, leur finesse et leur bravoure.

Djenabou Baldé

Présidente Asbl Femmes Africaines

La lutte contre la discrimination & les violences faites aux femmes

Originaire de la Guinée (Conakry), Djenabou Baldé, est une activiste hors pair qui évolue dans domaine humanitaire et de la lutte contre les violences faites aux femmes. Présidente de l'ONG Asbl Femmes Africaines, elle vit en Belgique depuis plus d'une dizaine années et se préoccupe des problèmes liés à l'éducation des femmes et des jeunes filles en Belgique et en Guinée. Notre magazine s'est intéressé à cette brave femme de la diaspora guinéenne.

Lisez son parcours !

Mag: Présentez-vous à nos lecteurs ?

Je suis Djenabou Baldé, originaire de Guinée-Conakry, je suis présidente de l'ASBL femmes africaines. Je vis en Belgique depuis quelques années maintenant. Je suis diplômée en économie et j'ai suivi des formations qui sont en lien avec l'association (Découverte des métiers du social, Globe starter, Création et gestion d'association, Informatique, Gestion de projet).

Vous êtes la présidente de l'ASBL femmes africaines. Pourquoi et comment cette association a été créée ?

L'ASBL Femmes Africaines est née de l'envie d'aider les victimes des situations dramatiques causées par l'horreur de l'excision. Elle a été créée en juin 2010, en Belgique et se préoccupe des problèmes liés à l'éducation des femmes et des jeunes filles en particulier. Son siège est en Belgique, à Mons. Nous sommes aussi représentés en Guinée et dans plusieurs pays en Afrique. Elle est aussi active dans la lutte contre les mutilations génitales faites aux femmes (excision), le mariage forcé et précoce. Pour sa création, le courage et la force mentale font partie de mes principales armes. Car la mission pour laquelle que je me suis engagée nécessite effectivement d'en posséder. Mettre un terme à l'excision, ou comme on l'appelle de manière politisée : Mutilations Génitales Féminines. Tel est mon engagement, ma bataille et mon combat. Mon travail sur le terrain est à la fois en Occident et en Afrique. Sensibiliser particulièrement ces femmes qui continuent d'exercer cette pratique sous le prétexte erroné d'héritage traditionnel, voilà entre autres les motifs qui m'ont poussée à mettre en place cette ONG.

Quels sont les actes que l'ASBL femmes africaines a posés depuis sa création ?



Depuis la création, cette structure a mené plusieurs activités. Les activités de l'association se situent à deux niveaux, en Belgique et en Afrique. En Belgique, nous sommes en permanence avec des femmes et filles victimes de l'excision et du mariage forcé et précoce. Nous avons rencontré et suivi des femmes victimes de l'excision dans les centres Fedasil. Egalement,

n o u s

avons sensibilisé le grand public par l'organisation des conférences, colloques, ateliers de réflexion, sur la problématique de l'excision. En Belgique ici, nous avons orienté et en même temps accompagné les victimes dans les structures spécialisées (gynécologues, avocats, psychologues, etc.), des plaidoyers auprès des autorités pour la mise en place des structures d'accueil des victimes...

L'Afrique qui est mon origine est un continent ou ce phénomène a pris de l'ampleur. Donc l'Asbl Femmes Africaines ne peut pas être en marge de ce continent. En Afrique, nous avons mené beaucoup d'activité et nous continuons jusqu'à nos jours à lutter contre ce fléau.

Sensibiliser, éduquer et informer la population sur le danger de ses pratiques (excision, mariage précoce,...) sont des stratégies dont nous nous servons pour essayer de modifier les mentalités. Former et réorienter les exciseuses vers des activités génératrices de revenus alternatives... nous faisons la distribution des fournitures scolaires chaque mois en Guinée avec mon coordinateur qui est le représentant de cette structure en Guinée.

Peut-on savoir vos collaborations avec d'autres associations pour la cause féminine ?

Nous avons des très bonnes relations avec les structures belges et même des associations de ressortissants africains en général et guinéens en particulier. Avec ces associations, nous formons des réseaux ou des plateformes pour des activités en se basant sur le genre. En Guinée, nous avons pris contact avec plusieurs ONG évoluant sur ce segment précis. Donc je pense qu'avec toutes ces dynamiques, nous atteindrons notre objectif.

Vous en êtes où aujourd'hui dans la lutte contre les mutilations génitales ?

L'excision est un frein à notre développement. Les victimes d'excision sont à jamais traumatisées et vivent toute leur vie dans la crainte. Elles doivent abandonner ces pratiques. C'est pourquoi je compte créer des associations pour éduquer ces exciseuses aux différents dangers de l'excision et leur réorienter dans des structures génératrices de revenus. Donc, comme je l'ai toujours dit c'est la mission pour laquelle je me suis engagée. Et mettre un terme à l'excision ou mutilations génitales féminines est une bataille et un combat qui n'est pas facile à gagner. Mon travail sur le terrain est à la fois en Occident et en Afrique. Nous particulièrement à sensibiliser ces femmes qui continuent d'exercer cette pratique sous le prétexte erroné d'héritage traditionnel. C'est une lutte qui est universelle et nous allons continuer avec l'aide de nos partenaires jusqu'à atteindre notre objectif.

À quand votre projet d'accueil pour enfants de rue, les jeunes filles et les femmes victimes de violence ?

Les violences faites aux femmes constituent un vrai problème en Guinée. Nous voulons mettre en place des lieux d'écoute pour les femmes afin que les mentalités changent. L'objectif de ces lieux d'écoute est de fournir un appui psychologique aux femmes et filles victimes de violences, les sensibiliser sur les différentes formes de violence qu'elles peuvent subir. Par exemple, certaines femmes ignorent que la violence n'est pas seulement physique. Il faut aussi orienter ces femmes vers des structures de prise en charge si nécessaire. Il faudra aussi recruter des moniteurs dont la mission sera à la fois d'animer ces centres d'écoute et

de faire du porte-à-porte pour toucher notamment les personnes qui n'ont pas forcément fait la démarche de venir au centre.

Outre la sensibilisation des victimes, les moniteurs des centres forment les gens à travers les Eglises et les mosquées dans le cadre de la prévention des violences faites aux femmes.

Ces centres d'écoute sont un réel espace dynamique d'information, de sensibilisation, de formation, de réflexion et de débats entre les femmes ou différents acteurs de la communauté.

Quels sont vos projets futurs ?

Outre le service d'accueil et d'aide individuelle aux victimes de l'excision, nous disposons de nombreux projets dans le futur. Au travers des projets et perspectives d'action de l'association, l'Asbl Femmes Africaines vise à promouvoir les collaborations transnationales, les liens entre l'Afrique et la Belgique et le développement local, à savoir : l'interprétariat dans 12 langues, pour aider les professionnels à comprendre les personnes qui ne parlent pas Français (avocats, MADO, CPAS, ...), aider aussi les personnes dans la vie quotidienne (courriers, prise de rendez-vous, accompagnement).

Du point de vue de l'aide au regroupement familial, nous avons recherché les familles dans les pays d'origines en collaboration avec les partenaires locaux dans 4 pays pour l'instant (Cote D'Ivoire, Guinée, Mali, Burkina Faso). Des ateliers de bien être, de paroles et d'écritures, en collaboration avec l'Association Caravane de la Diversité du Hainaut. Ce projet est mis sur pied pour que les femmes victimes de mutilation génitale, à travers les partages d'expérience, puissent créer des outils de sensibilisation (brochures, DVD, musique, poésie, tableaux didactiques,...).

Nous allons aussi apprendre à construire un symbolisme expressif et corporel qui permet de communiquer ses émotions. Exploiter le langage corporel (par le jeu, par le geste, par la danse, par le mime, par le théâtre,...) et donner du sens à son corps pour combattre le manque de confiance en soi. Aider à découvrir son corps, aller à la rencontre de soi et de l'autre.

Au niveau de l'organisation de formations sur les MGF pour les professionnelles, je compte créer une coopérative en Guinée afin de reconverter les femmes exciseuses dans d'autres domaines et d'autres secteurs d'activités tels que l'artisanat, la teinture, le séchage des fruits et légumes. Le développement des points d'eau pour permettre aux populations de profiter d'une eau potable et saine. La distribution de fournitures scolaires aux enfants scolarisés. La création d'une ludothèque pour l'épanouissement des jeunes ainsi que des adultes.

Comment vous définiriez-vous ?

Je suis une femme battante pour la cause de mes concitoyens. L'égalité du sexe ou fifty-fifty entre les hommes et les femmes. Très rigoureux dans le travail.

Selon vous, quelles sont les clés du bonheur ?

Le travail, l'égalité du sexe, le courage.

Que pensez-vous du magazine Femmes Africaines ?

Je remercie toute l'équipe du magazine Femmes Africaines pour tout ce qu'elle fait pour la promotion et l'émancipation de la femme guinéenne en particulier et la femme africaine en général. Nous avons les mêmes objectifs qui visent à l'accueil et l'accompagnement des femmes. J'encourage toute l'équipe et je vous dis merci !!! Merci pour votre dévouement.

Bolokada Sano

Docteur

Yansané Fanfan Mouké Touré,

Coordinatrice de l'ODDE

Le Magazine Femmes Africaines a rencontré Docteur Yansané Fanfan Mouké Touré, chirurgienne dentiste de formation et coordinatrice de l'observatoire de défense des droits de l'enfant. Elle est également membre de plusieurs ONG féminines telles que la GIM (la Guinéenne intègre du millénaire), la COFFIG (Coalition des femmes et filles de Guinée), l'AFP (Africa Femmes Performantes) qui a son siège aux Etats-Unis à Washton et la SEFA-Guinée, une organisation sous régionale de l'Afrique de l'ouest. Dans cet entretien, la Directrice de la Clinique médicale Maa-wa a abordé plusieurs sujets entre autres l'implication des familles dans l'éducation des enfants, ensuite l'autonomisation des femmes dans notre sphère sociale. Elle a aussi évoqué sa position sur de multiples enjeux tels que le mariage précoce, la scolarisation des enfants, l'alphabétisation et l'excision des jeunes filles. Le tout sur fond de reconnaissance qu'elle a exprimée à l'endroit du Magazine Femmes Africaines. Lisez...

Dites-nous, comment se porte aujourd'hui l'ODDE ?

L'ONG l'observatoire de défense des droits de l'enfant se porte bien. Nous continuons toujours nos actions sur la promotion et la protection des enfants. Nous continuons toujours sur cette lancée. C'est pourquoi mon ONG se porte bien.

Quelles sont les premières actions sur le terrain ?

Nos premières actions, c'est que nous sillonnons souvent les écoles primaires les plus démunies et aussi des centres d'orphelinats. Nous intervenons surtout dans ces centres qui n'ont pas assez de moins pour s'occuper des enfants. Ils ont la volonté mais il leur manque des moyens. Donc nous y intervenons en envoyant des vivres, des habits qu'on collectionne parfois au niveau personnel déjà à la maison, et on va dans les écoles ciblées pour donner aux enfants. Encore qu'en raison de la demande, les vivres que nous envoyons ne suffisent même pas. Mais on essaie de faire le maximum pour eux. On envoie du riz, de la tomate, du lait, etc. J'ai même une amie qui est la femme de l'ex-directeur du Centre culturel franco-guinéen (CCFG) qui me fait souvent des dons pour les enfants, elle s'appelle Mme Rabab Courriol. C'est ce que nous donnons aussi à la rentrée scolaire. Ce sont en général des fournitures scolaires et des sacs pour les orphelinats et beaucoup d'écoles primaires démunies. Ensuite, on vérifie aussi le taux d'enfants vaccinés. On essaie de faire des enquêtes au sein des ménages pour savoir combien se sont fait vacciner. Et on donne des conseils aux parents pour ne pas qu'ils aient de la réticence à vacciner leur enfants.

Ensuite, au cours de toute l'année, nous faisons des consultations dentaires gratuites, comme on a l'habitude de le faire dans des orphelinats et écoles primaires. Ensuite, après les consultations, si on peut prendre quelques enfants pour des soins spécialisés, on le fait aussi. Pour ce qui est de la distribution de fournitures, cette année, nous sommes en partenariat avec les sociétés de téléphonie MTN et Cellcom Guinée pour nous aider à avoir des fournitures. Très souvent, on prend de notre poche pour acheter des cahiers, des livres etc. et parfois aussi on se fait accompagner. Mais comme il y a eu un décalage (l'école a repris le 15 septembre, ndlr) pour la rentrée scolaire, on a prévu que la distribution des fournitures scolaires aurait lieu en octobre. Ensuite, s'en suivront les consultations dentaires gratuites. Je le fais avec une ONG dentaire dont je suis la marraine. Elle est la 18ème de la faculté dentaire. Elle m'accompagne toujours dans mes consultations dentaires gratuites qu'on fait également à l'ambassade des Etats-Unis. C'est pourquoi d'ailleurs je reçois souvent des satisfécits avec cette ambassade.

Que pourriez-vous dire de la scolarisation ou l'alphabétisation des enfants ?

L'alphabétisation est la base de tout. Que ce soit un enfant, une femme ou un homme. Il est bon d'être alphabétisé. Comme c'est dans ces deux secteurs que nous intervenons souvent, nous dirons qu'une femme alphabétisée est une femme éduquée, et à son tour elle pourra éduquer ses enfants. L'alphabétisation, comme disait Nelson Mandela, est la meilleure arme pour lutter contre la pauvreté. Donc il faut qu'un enfant soit éduqué. On doit démultiplier les journées d'alphabétisation pour permettre à un maximum de personnes d'être alphabétisées.

A propos du mariage précoce, quel appel lancez-vous aux parents ?

Le mariage précoce nuit au développement de la jeune fille. Il nuit à sa vie parce que souvent il se trouve que la fille n'a pas terminé ses études ou elle n'a pas de métier. Ce sont les conséquences. Et souvent, elles sont mariées à quelqu'un qui est plus âgé qu'elles. Et avec ça elles sont exposées aux grossesses précoces. S'il se trouve que ses organes et plus globalement son organisme ne sont pas prêts, cela débouche sur des problèmes à l'accouchement. Ensuite, elles font des enfants de faible poids. Elles n'arrivent pas à s'occuper de leurs enfants parce qu'elles-mêmes sont des enfants. On doit intervenir au niveau des parents en leur montrant tous ces méfaits. Ensuite au niveau des religieux pour que le message soit facilement véhiculé. Le plus souvent c'est les petites filles de 12, 14 ans ou tous plus, 16 ans qu'on donne en mariage. Elles n'ont pas eu le

« Le mariage précoce développe de la jeunesse

temps de terminer leur cycle normal d'études. Elles sont bloquées et elles n'ont ni formation, ni de métier. Et quand elles se marient, une fois que les hommes les abandonnent elles sont dans la nature. Et tout cela devient une charge pour la société. Donc, il faut que tous les parents prennent conscience que le mariage précoce n'est pas une bonne chose pour les filles. Il faut que les filles et les garçons aient les mêmes chances à l'école. Mais le plus souvent ce sont les filles qui s'occupent des travaux ménagers, de la cuisine. Parfois on leur dit même de ne pas aller à l'école pendant que les garçons sont systématiquement envoyés à l'école. Il y a déjà là une discrimination entre filles et garçons dès le bas âge. Et on ne sort pas un garçon de l'école pour dire qu'il va aller se marier, mais c'est plutôt la petite fille qu'on sort pour aller se marier. D'ailleurs, parfois, on l'impression les parents choisissent de vendre leurs filles. On la marie avec quelqu'un qui est beaucoup plus âgé, juste pour subvenir au besoin de la famille de la fille. C'est leur intérêt souvent qu'ils mettent en avant.

L'excision en est un autre débat dans nos sociétés, qu'en dites-vous ?

Moi, je suis totalement contre l'excision des filles. On aime souvent le dire que c'est une coutume, que c'est dans le coran. Moi, je me dis que ce n'est vraiment pas dans le coran. Peut-être bien que c'est une coutume qui s'est développée avec l'habitude. Toutefois, c'est une violation contre les femmes et filles. L'excision entraîne beaucoup de problèmes à la fille et à la femme plus tard. Parce qu'une femme excisée est exposée à des accouchements très traumatisants. Surtout pendant l'excision traditionnelle où on utilise des couteaux non stérilisés ou bien des lames mêmes qui peuvent entraîner des infections chez la petite

« Mariage une nuit au déplacement une fille »



filles. Ça provoque aussi des hémorragies jusqu'à entraîner la mort. Et que les mêmes lames sont utilisées sur plusieurs filles. Donc c'est un moyen de contamination du VIH. Donc s'il y a une qui a le Sida, toutes les autres seront contaminées.

A propos de votre métier de dentiste, quel plaisir vous en tirez ?

C'est un métier de passion pour moi. J'en ai toujours rêvé. Je me suis dit qu'après le baccalauréat, je vais m'orienter dans une branche médicale, et en l'occurrence la chirurgie dentaire. Et c'est ce que j'ai fait. Et ce métier me procure beaucoup de plaisir. Dans la vie quand on fait ce qu'on aime, on est obligé de le faire.

Parlez-nous un peu de votre parcours scolaire et professionnel ?

Moi, j'ai fait mes études primaires et secondaires ici en Guinée. J'ai commencé la faculté de médecine à Hadja Mafori Bangoura (Donka, ndlr) où j'ai fait une année. Après, j'ai eu une bourse pour l'Algérie. Arrivée, j'étais obligée de reprendre la faculté de médecine en Odontostomatologie pharmacie d'Algérie. Donc, j'ai fait plusieurs stages. J'ai eu mon diplôme de chirurgienne dentiste. Après cela, j'ai été à Reims en France pour faire de la Parodontologie, une spécialité de la chirurgie dentaire. De retour en Guinée, j'ai commencé par un cabinet dentaire privé en attendant le cabinet 104 de Dr. Camara, puis en attendant d'être engagée à la fonction publique. Quand

j'ai été engagée, j'ai travaillé au CHU de Donka pendant toutes ces années. Puis, avec mon mari, Docteur Touré Mohamed Kaba, que je remercie pour son soutien indéfectible dans toutes les actions que je mène, j'ai ouvert une clinique qui s'appelle Maa-wa qui se compose de toutes les spécialités dont ce cabinet dentaire. Donc, nous faisons des prothèses, des déplâtrages et beaucoup de choses. Nous essayons d'être à la pointe de la technologie en nous comparant à d'autres dentaires qui sont en dehors de la Guinée, dans la sous-région ou en Europe.

Quelles sont les difficultés rencontrées ?

Les difficultés que nous avons ont surtout trait à l'obtention des produits dentaires, qu'on appelle des consommables dentaires qui sont très chers en général. Et on ne les trouve pas facilement en Guinée. Donc nous sommes obligés de nous approvisionner à partir de la sous-région ou en France. Et c'est cela la principale difficulté.

Quel est votre mot d'encouragement pour les femmes à la quête du quotidien ?

Ce sont les femmes que je respecte beaucoup. Puisqu'elles se lèvent avant tout le monde et se couchent après le monde. Parce que tant que tout n'est pas au point, elles ne se couchent pas. Donc que ce soit une femme intellectuelle ou non intellectuelle, une femme doit se battre. Ces femmes qui ne sont pas intellectuelles ont d'ailleurs beaucoup plus de mérite. Parfois, elles ne savent ni lire, ni écrire, mais elles se

débrouillent et elles savent bien compter. La seule difficulté est que si on pouvait aider à les alphabétiser pour accroître tant soit peu leur capacité pour leur permettre d'augmenter leur revenus. C'est-à-dire leur apprendre au moins à lire et à écrire même en langue nationale. Cela peut augmenter leur chiffre d'affaire. Elles pourront savoir comment demander les crédits auprès des banques pour développer leurs chiffres d'affaires. Donc ce sont les femmes qui sont vraiment à encourager et à soutenir, quand on peut.

Votre mot de la fin ?

Mon mot de la fin, c'est d'encourager toutes les femmes à ne pas rester à la maison, de se lever le matin et chercher à forcément faire quelque chose. Il ne faut pas rester à la maison et dire qu'on est femme au foyer, sans rien faire. C'est la femme qui a l'éducation des enfants. C'est elle qui doit s'occuper de son mari et de son foyer. Donc, il faut avoir une activité à mener pour subvenir à ses besoins. Aussi, je remercie le Magazine Femmes Africaines, je vous encourage. Vous avez pris une bonne initiative de lancer ce Magazine. Et je vous souhaite donc bon vent.

Je vous remercie Madame !

C'est moi qui vous remercie !

*Entretien réalisé
par Younoussa Sylla*



Aicha KALLO

« Consacrer une journée de lutte contre les violences faites aux femmes n'est pas très significatif... Ce combat doit être un combat quotidien »

Le 17 décembre 1999, par sa résolution 54-134, l'Assemblée générale des Nations unies proclamait le 25 novembre Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Du 25 Novembre au 06 décembre est une date consacrée pour la lutte contre les violences faites aux femmes.

A cette occasion, notre rédaction a tendu le micro à une femme activiste. Aicha Kallo, Conseillère sexuelle, coordinatrice de projet de l'ONG NAZ, à Londres et fondatrice et animatrice sur Facebook du groupe « si on parlait de la santé ». Lisez !!!

A l'entame de son intervention, Aicha Kallo a tout d'abord affirmé que cette lutte doit être quotidienne : « En tant qu'activiste africaine, je pense sincèrement que consacrer une journée à la lutte contre les violences faites aux femmes n'est pas très significatif. A mon avis, ce combat doit être un combat quotidien, car ce fléau détruit plus de vies dans certaines parts du monde que des accidents de circulation. A la différence des pays développés où il y'a des structures pour protéger la population, en Afrique, nous avons la fâcheuse tendance de banaliser les violences. Il est impossible d'ignorer que nos réalités diffèrent des réalités des personnes qui ont pensé à la mise en place de cette journée symbolique. Contrairement à elles, nous ne luttons pas pour protéger une minorité, bien au contraire ».

Et de s'interroger : « Dans notre contexte, est-ce qu'une journée est elle suffisante pour dénoncer les atrocités faites à la majorité d'entre nous ? Est-ce que cette journée symbolique est-elle suffisante pour faire comprendre que nous ne baisserons pas les bras tant que les véritables changements ne prendront pas place ? »

Selon elle, cette journée permet aussi de rappeler la véritable définition du mot violence. Très souvent, nous refusons d'accepter que les violences perpétuées sur les femmes ne sont pas que physiques. Nous omettons facilement de hausser le

ton face aux types de violence, à savoir les violences sexuelles, financières et émotionnelles. Tant que nous n'accepterons pas que les autres formes de violences sont autant néfastes pour la santé physique qu'émotionnelle alors nous n'irons jamais jusqu'au bout de notre combat. Les violences faites aux femmes n'ont ni limites, ni frontières. Peu importe le statut social, le niveau d'éducation et les moyens financiers qu'une femme a, elle peut être victime de ce fléau.

Par ailleurs elle dira que les statistiques prouvent que des femmes de part et d'autre ont toutes, ne serait ce qu'une fois dans leurs vies, été victimes de violences. En temps de conflits, les femmes sont utilisées comme des objets sexuels. Lorsqu'une famille n'a pas assez de moyens financiers pour éduquer ses enfants, le choix de la personne qui aura ce privilège est très souvent basé sur le sexe et non l'intelligence. Des millions de jeunes femmes sont mutilées sexuellement sans leurs consentements. L'accès aux contraceptions ou la prise de décision du nombre d'enfants qu'elles veulent avoir n'est pas permis à toutes les femmes. La liberté d'avorter, de choisir son partenaire ou son orientation sexuelle n'est pas connue par des millions d'entre nous. Ce n'est qu'un minuscule exemplaire des types d'oppressions affligées aux femmes. Oui, à une journée pour dénoncer les horreurs que nous subissons mais refusons de faire de cette journée, une journée de célébration. Continuons à être la voix des millions de femmes sans voix et cela à tout moment et à tout prix.

« Nous devons augmenter la pression sur nos gouvernants afin qu'ils créent un cadre idéal où chaque être humain sera protégé. Le droit à la sécurité est l'un des droits fondamentaux qui ne doit pas être négociable. Et naître avec le sexe féminin doit être une normalité et non un des risques facteurs pour être sujet aux abus ».

Depuis des années la Guinée n'a pas pu évoluer dans le classement mondial de la lutte contre ce fléau. Selon vous qu'est qui freine cela et quelle solution avez-vous donné ?

« Le cas guinéen n'est pas différent de ceux des autres pays en voie de développement. Nous vivons dans un système patriarcal, un système

dans lequel l'homme est perçu comme l'unique chef de famille et la femme comme étant son second. Dès le départ, il y'a déjà une inégalité de pouvoir. Dans ce système, la femme est réduite à une personne sans voix et dépendante. Notre culture, l'interprétation mal fondée de quelques hadiths pris dans la religion et nos croyances n'ont fait qu'accentuer cet écart déjà existant entre la femme et l'homme ».

« Je ne suis donc pas surprise que la Guinée soit à la traîne en termes d'amélioration des droits de la femme. Il est difficile de changer des habitudes et des mentalités lorsqu'une bonne majorité des gens ignorent leurs droits ».

Approche de solution !

A mon avis, si nous voulons voir de véritables changements en Guinée, nous devons miser sur l'éducation des jeunes femmes. Il est impératif de leur faire comprendre qu'elles ne sont pas différentes des hommes. Comme eux, elles ont les mêmes capacités intellectuelles et par moment, physiques. Qu'elles peuvent être tout ce qu'elles désirent et que leurs limitations se trouvent dans leurs têtes.

Je pense qu'en « reformant » la mentalité féminine, nous aurons plus de succès qu'en criant sur les réseaux sociaux. Pour cela, il faut mettre le paquet dans l'éducation, créer un cadre propice dans lequel les femmes auront des opportunités d'entreprendre, de mettre en place un système d'accompagnement qui permettra aux femmes d'avoir accès aux femmes qui excellent dans leurs communautés et réapprendre aux femmes à s'aimer.

Je suis convaincue qu'en travaillant avec les femmes, ensemble nous réussirons à parler avec une voix vive et réclamer nos droits. Tant que le travail n'est pas fait au niveau des femmes, même si les lois venaient à changer, je doute fort qu'elles en profiteront. L'éducation, l'indépendance financière et l'amour de soi doivent être les armes que nous devons utiliser afin d'améliorer les statistiques.

*Propos recueillis par
Bolokada Sano*

Les femmes dans la carrière de Manéah



Manéah est une CRD de la préfecture de Coyah, située à 45 kilomètres de la capitale, Conakry. Elle regorge environ 50 mille habitants, répartis entre les différents secteurs de la ville. Les principales activités restent l'agriculture et le commerce. Activités auxquelles s'ajoute néanmoins l'exploitation de la carrière pour de nombreuses familles. Parmi ceux qui s'adonnent à cette dernière activité, à la fois harassante et risquée, des femmes qui se sont confiées à notre reporter.

Rien qu'à la voir, on sent que M'mah Atta Soumah a pris de l'âge. Mais l'impression de vieillesse qu'elle renvoie peut aussi être l'effet des 30 ans qu'elle a passés à faire du concassage dans la carrière : « Je fais le concassage pour chercher de quoi nourrir mes enfants. Mon mari ne travaille pas, il n'a pas de métier. C'est moi qui me débrouille pour nourrir nos enfants à partir de cette carrière ». Obligée par la force des choses à assumer les fonctions de responsable principale de sa famille

et n'ayant pas suivi une formation lui donnant droit à un emploi moins pénible, elle a dû se résoudre à concasser pour nourrir les siens et élever ses enfants : « J'ai fait élever tous mes enfants de ce que je tire d'ici. C'est à partir de cette activité que j'ai mis à l'école tous mes enfants. Dieu merci, ils ont tous grandi. Ils ont aussi fait à leur tour des enfants ».

En dépit de ce brin de fierté qu'elle affiche avec autant de naïveté, M'mah Atta Soumah finit par avouer que le gain tiré de la carrière reste aléatoire : « Quand je viens le matin, je travaille. Quand je finis de travailler, j'attends l'arrivée des clients. Et le jour où ils ne viennent pas, on ne va pas manger. Et c'est pourquoi, quelquefois, mon mari va jouer au rabatteurs de clients ». Et si malgré tout, les clients ne viennent pas, pour la famille de M'mah, la solution a toujours été l'endettement.

Le concassage nécessitant le transport du bois servant à allumer le feu pour brûler les espaces et l'exposition à ce feu, M'mah est consciente des risques notamment sanitaires auxquels elle reste exposée. Mais elle n'a pas le choix. Et malgré toutes ces difficultés, elle a fait en sorte que ses enfants aillent à l'école.

Fatoumata Camara, elle, est plus jeune. Mais la carrière, c'est sa vie. Elle ne connaît que cette dernière, dans la mesure où cette mère de 5 enfants ne fait que le concassage depuis 20 ans. Tous les jours, après s'être rendue au marché et préparé pour son mari, elle prend le chemin de la carrière. Naturellement, ce n'est pas la passion du métier qui l'y attire. Encore moins les gains mirobolants qu'elle en tire : « Mais si le mari ne travaille pas, pour ne pas soumettre les enfants à la famine, il est préférable de venir à la carrière que de quémander ou voler les biens des gens ».

Hawa Kourouma, une autre pensionnaire de la carrière est surtout victime du chômage de son enfant. Ce dernier, quand il travaillait, lui expédiait un sac de riz et une somme de 100.000 GNF. Et après le licenciement de celui-ci, Hawa s'est lancée dans un commerce qui ne lui rapportait que des dettes. Son mari, tailleur de profession, n'a pas de clients. Du coup, Mme Kourouma, depuis six mois, a été obligée de rejoindre les autres dans la carrière. Mais elle n'incite pas d'autres à l'y rejoindre. Parce qu'à l'en croire, c'est trop de travail, pour presque rien.

Au nombre des femmes évoluant dans la carrière, on a aussi des enfants dont la formation est ainsi menacée par l'activité de concassage dans laquelle elles sont souvent entraînées par leurs parents. C'est le cas de Mabinty Camara, 6 ans et élève en 1ère année. Marchant sur les traces de ses grandes sœurs, aujourd'hui mariées, sa vie, Mabinty la partage entre l'école, les travaux ménagers et le concassage à la carrière :

J'ai commencé il n'y a pas longtemps. Chaque jour, après l'école, je viens à la maison, je salue mes parents et je fais quelques travaux ménagers. Après tous ces travaux, je descends à la carrière vers le soir. Quand je viens, je fais le concassage. Parfois, je peux faire trois voire cinq pots et même plus, avant de rentrer à la maison.

*Reportage réalisé
par Younoussa Sylla et Zackaria Touré*



Le quotidien des Femmes guinéennes

Le casse-tête des ménages

Comme dans la plupart des pays africains, le chômage est chronique en Guinée parce qu'il frôle les 50%. Dans les ménages, les hommes déclarés par le code civil "chef de ménage" tirent le diable par la queue. Ils sont parfois sans emploi ou mal rémunérés. Une situation qui ne leur permet pas de subvenir aux besoins fondamentaux de la famille. Dans ces ménages, les épouses essayent de prendre le relais. Elles se substituent parfois à leurs époux dans le train-train quotidien. Elles entreprennent souvent des activités génératrices de revenus, non sans risques.

Se décrivant comme marchande, Hawa Soumah se réveille au premier chant du coq. «Je vends des fruits au marché de Matoto. Et je me lève chaque matin à cinq heures précises pour pouvoir m'approvisionner en fruits de bonne qualité chez le grossiste. De là, je me dirige directement vers ma place pour vite faire écouler mes marchandises. Après quoi, je tire la popote quotidienne et ce n'est que le soir dans les environs de 17 heures que je pourrais faire bouillir la marmite», raconte-t-elle, une pointe d'émotion dans la voix.

Selon elle, son mari est au chômage depuis plusieurs années. Aussi, bien malgré elle, elle supporte désormais les charges de son ménage avec cinq enfants qui vont tous à l'école.

« Il me faut également faire face aux frais de scolarité de mes enfants qui sont tous inscrits dans les écoles privées

afin de leur assurer une bonne formation», précise-t-elle.

Mariam Diallo, elle, vend du poisson frais au marché de Bonfi. Elle est aussi de celles qui assument le statut de chef de famille.

«Le plus souvent c'est dans la soirée qu'on revend du bon poisson, parce que ce n'est que vers 18 heures que la pirogue débarque la marchandise. Donc, on n'est obligé de revendre dans la même soirée pour ne pas que le poisson pourrisse. Nous ne disposons pas de frigo pour les conserver. Dès fois, on reste ici jusqu'à 21 heures et du coup, on est exposé à l'insécurité galopante», explique Mme Diallo.

Parlant d'insécurité, notre interlocutrice rappelle la mort dans l'âme, le cas de viol d'une pauvre vendeuse de condiments. «Il y a quelques mois de cela, une de nos camarades s'est fait dépouillée de tous ses biens par des bandits qui l'ont ensuite violée. Elle se rendait matinalement chercher des marchandises pour revenir ensuite les vendre », témoigne-t-elle, attristée.

Le paradoxal déficit d'eau qui caractérise la Guinée, jadis château d'eau de l'Afrique de l'ouest, constitue un autre pan de la souffrance qu'endurent les Guinéennes. Ainsi, elles sont rares à s'offrir le luxe d'une grâce matinée. Parce que devant parcourir des distances importantes pour transporter de l'eau, à l'aide de seaux et de bidons de 20 litres.

«Nous souffrons beaucoup du manque d'eau en Guinée. Le robinet reste à sec toute la journée et toute la moitié de la nuit. C'est dans les environs de 3 heures du matin que l'eau commence à couler des robinets des voisins pour s'interrompre avant 7 heures. Donc, nous nous apprêtons à 5 heures et nous formons une file indienne pour n'être servie qu'une heure plus tard pour quelques bidons», raconte Mme Madoussou Konaté, établie au quartier Hamdallaye-pharmacie.

Maciré Fernand Bangoura





Parrainage des filles

la Fondation
African initiatives for
women signe des
conventions avec
3 orphelinats

Dans le cadre de la lutte contre l'exclusion sociale de la femme en général et pour favoriser l'épanouissement socioéconomique des femmes et des filles guinéennes, en particulier, la Fondation African Initiatives for Women a récemment signé trois conventions de partenariat avec des orphelinats de la place, dont l'Association d'aide aux enfants déshérités (AAED). Les autres orphelinats sont Kiridiya de Matoto et la Maison du bonheur, sise à Dabompa.

A l'occasion de la signature de ces conventions, Mme Diallo Fatoumata Bangoura, présidente d'African Initia-

tives for Women (AIW) a expliqué le contenu du programme et invité tout le monde à s'impliquer en vue du succès de la collaboration.

« Ce programme porte sur l'identification et le sponsoring des jeunes filles en milieu difficile. C'est-à-dire celles qui ne sont pas financièrement indépendantes ou qui sont dans un environnement qui n'est pas sain et qui sont récupérées par des orphelinats. Pour ce programme, nous avons choisi trois orphelinats, et ils ont été choisis parce que nous avons confiance en eux pour le suivi qu'ils vont faire sur le terrain. On compte sponsoriser ces filles afin qu'elles puissent atteindre leurs capacités maximales. Sur 11 filles sélectionnées, 5 ont déjà des parrains et nous allons continuer à lancer des appels puisse qu'il y'a beaucoup qui ne sont pas informés. Puis que nous sommes à notre première expérience par rapport à ce sponsoring, nous avons jugé nécessaire de ne pas prendre beaucoup de filles afin d'apprendre de cette expérience et pour l'améliorer pour l'année prochaine. J'espère que cette année ça va bien se passer et que l'année prochaine, nous pourrions sponsoriser plus de filles en milieu difficile ».

Mme Bangoura Marie Denise, de l'orphelinat Kiridiya estime que cette initiative arrive à un moment plus qu'opportun : « ...Nous voulons vraiment aider les jeunes filles, parce qu'il est impératif que les jeunes filles soient scolarisées pour qu'elles puissent se prendre en charge. De nos jours, c'est la femme qui est le support de la famille. L'appel que j'ai à lancer par rapport à tous ceux qui s'occupent des enfants déshérités c'est de les aider à se prendre en charge car les enfants sont la relève de demain ».

Aminata Siaka



5 questions à Dr Morissanda Kouyaté sur l'excision !

En Guinée, toutes les campagnes de sensibilisation – affichages, spots radiotélévisés, dialogues intracommunautaires – n'ont rien changé dans la pratique de l'excision. Face à cette situation, Dr Morissanda Kouyaté, Guinéen, Directeur Exécutif du Comité Interafricain sur les pratiques affectant la santé des femmes et des enfants (CI-AF) a accordé une interview à notre magazine. Au cours de cet entretien, Dr Kouyaté déplore la place qu'occupe la Guinée sur les MGF et appelle les autorités à tous les niveaux pour un plaidoyer. Lisez !!!

1- c'est quoi l'excision ?

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les Mutilations génitales féminines consistent à enlever une partie ou l'ensemble des organes génitaux externes d'une femme pour des raisons culturelles ou traditionnelles, et non thérapeutiques.

Mais je voudrais dire que la culture n'a pas sa place dans les MGF puisque la culture est éminemment positive; il s'agit de pratiques traditionnelles.

2-Expliquer nous les conséquences de l'excision sur la femme ?

Les MGF sont en elles-mêmes dévastatrices avec des conséquences gravissimes allant de la douleur indescriptible, à l'hémorragie, les infections aiguës et chroniques, la dyspareunie, l'infertilité, des cicatrices chéloïdes, et souvent la mort subite ou tardive selon la gravité des infections subséquentes.

Il est important de noter que des conséquences tardives perturbent la vie reproductive des victimes survenant surtout pendant l'accouchement, moment que l'on ne relie souvent jamais aux MGF.

Une des conséquences graves est le traumatisme psychologique des victimes qui est immatériel mais non moins grave.

3-Selon un rapport sur l'excision, la Guinée occupe la deuxième place des pays pratiquant l'excision dans le monde. En tant que Guinéen cela vous fait quoi ?

En tant que Guinéen, je suis choqué devant ce constat amer qui place mon pays au deuxième rang des pays les plus affectés par les MGF, après la Somalie. Cela est inacceptable et interpelle toutes guinéennes et tous

les guinéens. Notre pays ne doit pas accepter d'être le leader historique de l'émancipation des femmes africaines et se placer au deuxième rang des pays les plus touchés par les MGF.

4-Selon vous qu'est-ce qu'il faut pour lutter contre l'excision en Guinée ?

Pour lutter contre les MGF, il faut: sensibiliser et faire le plaidoyer à tous les niveaux et vers toutes les cibles: Gouvernement, leaders politiques, autorités judiciaires et sécuritaires, leaders traditionnels et religieux, hommes, femmes, jeunes filles et garçons, professionnels de la santé, professionnels de la communication et de l'information, organisations de la société civile, secteur privé...

5- Quel message avez-vous pour les Guinéens et Guinéennes qui vous liront à travers notre média ?

Chères sœurs et chers frères Guinéennes et Guinéens, Nous sommes en boulimie pour le développement socio-économique de notre pays; mais nous devons garder en priorité à l'esprit que le développement se fait pour les femmes et les hommes; à cet effet, rien ne compte plus que la santé et le bien-être des citoyens. Les MGF violent et compromettent la santé et les droits des filles et des femmes; leur élimination doit être la conditionnalité première à tout développement. Je remercie et félicite votre journal pour votre professionnalisme et votre courage.

*Entretien réalisé par
Bolokada Sano*

Medias



Sociétés & Entreprises





La Vie de Hadja Rabiathou Serah Diallo, de son école primaire à la présidence du CES

L'actuelle présidente du Conseil économique et social (CES), a fait ses études primaires à Mamou et à l'école de Coronthiede Conakry. Puis, Hadja Rabiathou Serah Diallo est rentrée au collège Sainte-Marie de Kaloum. Etant enfant unique, elle s'est orientée dans l'école professionnelle, pour aider sa mère qui travaillait beaucoup. Alors Hadja a fait des cours en secrétariat. Après trois ans, c'est en 1966, elle a commencé à travailler au pool du secrétariat de la présidence, tout en apprenant la dactylographie. Elle a pensé qu'il fallait apprendre encore une deuxième méthode qui

est le Prevost-Delaunay.

Après tout ce parcours, elle abandonne le secrétariat qui ne lui convenait plus. Hadja Rabiathou travaillait en effet le matin, et les après-midi elle allait suivre des cours juridiques à l'université, où elle a été rétrogradée de hiérarchie mais a accepté, parce qu'elle avait un objectif à atteindre. Elle a évolué au niveau du tribunal pour enfant à l'époque, en tant que vice-présidente. Parallèlement, Hadja était dans le mouvement des jeunes. Plus tard, elle a intégré le mouvement des femmes. Mais elle ne s'y sentait pas tellement

bien à l'aise. Hadja Rabi s'est orientée vers le mouvement syndical en 1969, ce dernier apparaissant à ses yeux comme étant la seule organisation qui pouvait vraiment défendre les travailleurs, les uns et les autres. Du reste, Hadja a toujours défendues plus démunis. Lisez cette interview exclusive que votre site actu-elles.info a réalisée avec cette femme battante !

Êtes-vous jusqu'à présent syndicaliste ?

Oui je le suis et je le demeure pour le reste de ma vie. J'ai le sang syndical dans mes veines.



Le CES existe depuis quand en Guinée ?

Depuis le 23 décembre 1991, moi je suis là depuis septembre 2015. Nous sommes membres des Conseils Economiques de la francophonie, des Conseils Economiques Africain et Monde.

En tant que femme présidente du Conseil Economique et Social, comment gérez-vous les autres membres, surtout les hommes ?

C'est facile, les hommes ne sont pas difficiles à gérer. Du reste, je pense que même dans le foyer, il faudrait les amener à changer les mentalités. Il faut les amener à comprendre que l'objectif n'est pas de les remplacer ou de faire valoir de meilleures compétences aux leurs. Mais que la femme peut faire le travail que l'homme fait, et vice versa. Donc il faut gérer dans l'amitié, dans la solidarité, en écoutant les uns et les autres.

Pour moi ce sont mes frères, mes enfants, mes maris. Partout où je suis passée, c'est ce qui prévaut chez moi, c'est une question de complémentarité, et non de compétition.

Quel est le rôle du CES en Guinée ?

Le rôle du Conseil Economique et Social, c'est de donner des avis et recommandations. Nous sommes régis par la Loi 91 CTRN. Nos sessions ne sont pas publiques parce que nous donnons des avis et recommandations au chef de l'Etat et à l'Assemblée Nationale. Notre mission c'est d'avoir des saisines selon les problèmes socio-économiques du pays, des départements ou de l'assemblée nationale ou encore du chef de l'Etat. La loi nous autorise aussi à avoir des auto-saisines selon toujours la conjoncture socio-politique et économique.

De présidente du CNT à Présidente du CES, pouvons-nous nous attendre à Hadja Rabiatou

cheffe d'Etat, un jour ?

L'Homme marche avec son destin. Mais j'avoue que plusieurs fois pendant la transition, on m'a proposé d'être dans le gouvernement, mais j'ai décliné, parce que je pense que mon rôle n'est pas encore dans l'exécutif. Je peux ne pas être cheffe de l'Etat mais si une femme, un jour accédait à ce pouvoir, je vais m'en réjouir. Une de mes luttes est que les femmes participent aux prises de décisions et qu'on cesse de les exploiter. Je l'ai toujours dit dans tous les médias, que nos anciens chefs disaient que la nuit porte conseil, mais aucune nuit ne porte conseil. C'est pour aller demander sous l'oreiller, à son épouse, des conseils pour que le lendemain ils reviennent avec des solutions toutes faites.

Ça se dit qu'Alpha Condé vous a mise à ce poste au CES pour vous faire taire, sachant que vous avez été une actrice pour dénoncer la mauvaise gouvernance de Lansana Conté, qu'en dites-vous ?

Vous savez c'est ce qu'on dit dans notre jargon le hakkai (péché). Je pense que ceux qui disent cela se rendent coupables du hakkai à l'endroit du chef de l'Etat. Moi je n'appartiens à aucun parti politique. Je vous ai dit que je suis syndicaliste à vie et d'ailleurs c'est pour ça que je suis présidente d'honneur de la CNTG.

Quand on ne connaît pas, il faut demander, le chef de l'Etat a la possibilité de désigner dix (10) personnalités de son choix pour le représenter au CES et je fais partie de ces 10 personnalités. Mais les postes ici sont électifs, ça se fait par un vote. Toutes les corporations sont représentées, il y a les patronats, l'artisanat, les syndicalistes, etc. Nous formons un tout de 45 membres, ce sont ces membres qui se retrouvent pour mettre le bureau de six (6) personnes en place. Chacun peut se présenter, donc je me suis présentée comme n'importe qui. Un vote a eu lieu et je n'ai pas eu les 100 %. Donc le président de la République ne peut pas imposer quelqu'un à la tête de l'institution. En tant que présidente du CES, je ne sors dans la rue pour crier ou protester, mais je peux interpellier le chef de l'Etat par écrit, c'est ce que la loi me confère.

Etant à la tête d'un conseil économique, les gens disent que l'économie du pays se porterait mal, êtes-vous d'accord ?

Je ne dirai pas non. Cela tout le monde le récent. Nous avons une commission qui s'occupe du volet économique, la commission numéro 4. On a fait la mobilisation des recettes publiques là-dessus lors d'une auto-saisine. Nous avons consulté des institutions internationales telles que la Banque Mondiale, le FMI, l'Union Européenne. Nous avons consulté des institutions nationales comme les ministères du budget, de l'économie et des finances. Nous avons fait un rapport conséquemment pour attirer les attentions.

A l'image de l'économie, que faites-vous pour redorer le tissu social dans ce pays où la politique divise un peu tout le monde ?

Nous faisons des sensibilisations pour amener les uns et les autres à privilégier le dialogue à la place

des violences. Toutes les quatre commissions du CES travaillent et interpellent les services qui sont directement concernés à ce niveau, pour pouvoir discuter avec eux et faire des propositions de sortie de crise.

Une femme à un tel poste de responsabilité, comment faites-vous pour concilier foyer et boulot ?

C'est très facile, je considère que mon mari est le premier bébé de la maison. Il a besoin de moi et je dois le réconforter, je dois pouvoir le motiver, le sensibiliser sur ce que je suis en train de faire pour qu'il m'accompagne. Nous sommes des familles africaines, n'oubliez pas ça. Donc le brassage est très profond, on a notre culture, notre façon de faire. Nous avons nos beaux-parents, nos propres parents ainsi que les voisins qu'il faut utiliser. Tous ceux-ci peuvent aider dans l'éducation des enfants, dans tout ce qu'on entreprend, dans le ménage, chacun s'implique pour que, quand tu n'es pas à la maison, il n'y ait pas un vide. Et le peu de temps que tu as, quand tu reviens à la maison, tu consacres ça à la famille, donc lier l'utile à l'agréable, ménager les choux et les chèvres ensemble pour que tout se passe bien. Il faut créer cette confiance entre ton mari, toi et ta belle famille, parce que c'est la belle famille qui aime toujours créer des troubles, quelques fois le mari est très correct, mais les femmes rencontrent des difficultés.

Quelle est votre position sur les violences faites aux femmes ?

Là, mon cœur grince. J'ai le cœur serré, je suis meurtrie, surtout concernant les viols. C'est un phénomène contre lequel on doit lutter, parce que même des personnes âgées sont violées par des petits enfants, ou alors des fillettes d'un an ou de deux ans. Ce qui entraîne quelque fois la mort de certaines malheureusement. Je pense que nous avons beaucoup à faire pour lutter contre ces violences. Je ne sais pas si c'est une malédiction ou qu'est ce qui arrive. Mais vraiment, on n'est pas habitué à ça, même si ça existait ce n'était pas aussi visible. Je souhaiterais donc que tout le pays se ressaisisse. Je crois quelques fois que ces violeurs sont des malades mentaux. J'ai une de mes petites filles qui a été violée à Dubreka et le violeur a été arrêté et relâché après. Il n'y a jamais eu de jugement. Donc, il faut que tous les Guinéens se mobilisent, si tu n'es pas père tu es mère ou religieux. Que chacun de nous en fasse son problème personnel. Evidemment, il faut que l'Etat aussi se ressaisisse pour lutter contre ce genre de phénomène.

Votre mot de conclusion ?

J'appelle les femmes à jouer leur rôle. Que les femmes cessent de se sous-estimer, elles ont une large responsabilité. Dans un foyer où il n'y a pas de femme, l'éducation des enfants est ratée, c'est nous qui devons lutter pour l'éducation et pour la paix.

Actu-elles.info

Fatoumata CHERIF **Bloggeuse-Activiste, Consultante en Communication et Présidente de l'ONG Femmes, Pouvoir et Développement (FEDEP)** **Résumé biographique**

Fatoumata Chérif est Bloggeuse-Activiste, Consultante en Communication et Présidente de l'ONG Femmes, Pouvoir et Développement (FEDEP), une organisation qui milite pour la promotion de la place des femmes dans les instances de prise de décision, le leadership, la lutte contre les violences faites aux filles et aux femmes, la Consolidation de la paix et la prévention des conflits, la justice sociale, l'accès aux NTICs, la protection de l'environnement et le développement durable.

Elle est récipiendaire du Prix "Femme leader d'exception 2016" décerné par COPE-Guinée pour sa contribution à l'émancipation de la femme guinéenne et "Meilleur Espoir Féminin 2017" à l'occasion de la Nuit de l'Excellence de la Femme Guinéenne organisée par GNOUMA MAGAZINE. Elle est Ambassadrice Pays de la Campagne FriendSeaWorld (Amis de la mer). Grâce à son engagement pour le développement durable, elle vient d'être désignée Ambassadrice Pays du Programme "Opportunities Knock The Doors" qui réunit plus de 1 000 Change Makers à travers le monde. Tout récemment, elle vient de mettre en place avec d'autres activistes engagés, un collectif pour la défense du littoral dénommé "Sauvons Nos Corniches".

Tête d'affiche de la Radio France Internationale RFI au mois de mars, Fatoumata Chérif continue de recevoir des distinctions. Classée parmi les Guinéennes qui bougent par le Journal le POPULAIRE à la célébration du Mois de la Femme, elle a été Modèle du Mois sur le site modele224.com et jeunesgagnants.com, deux sites guinéens qui promeuvent le leadership des jeunes. A l'occasion de la célébration de la journée panafricaine des femmes, elle a été élue parmi les 5 femmes qui s'engagent sur le continent.

Dans le cadre du programme "Initiative Vidéo-graphique des jeunes de IFC-CANADA", Fatoumata CHERIF a été sélectionnée avec 19 autres jeunes du continent pour participer à une session de formation à Accra (Ghana) sur l'utilisation de la vidéo comme outil de monitoring de la Gouvernance des Ressources Naturelles.

En septembre, elle a été Femme du Mois du Bul-

letin du Gouvernement Guinéen dans la Rubrique "Femme d'ici et d'ailleurs". Passionnée par les métiers de la communication, Fatoumata a mis en place un Groupe de communication-Médias dénommé NEW BUSINESS COMMUNICATION -NBC. Elle est l'une des plus jeunes experts en Guinée, avec un professionnalisme reconnu, à collaborer avec des Institutions Internationales, républicaines et d'autres organisations de la place notamment dans la consultance en stratégies de communication et organisationnelle, en relation presse. Elle compte partager son expertise à travers une corporation d'Experts appelée Réseau des Professionnels de la Communication-ProCom dont elle est l'initiatrice.

Fervente militante des droits de l'homme, Fatoumata Chérif milite au sein de plusieurs organisations de la société Civile dont la plateforme citoyenne de webactivistes ABLOGUI, nommé en 2016 au concours mondial BOBS de la radio allemande Deutsche Welle avec le projet #GUINEE-VOTE pour l'observation citoyenne de l'élection présidentielle d'octobre 2015 en Guinée.

Elle a aussi participé à la mission d'observation internationale au Togo pour le compte de l'Institut de Gorée de Dakar pendant la présidentielle d'avril 2015. Elle est Secrétaire Chargée des relations extérieures de l'Association guinéenne de la presse en ligne (AGUIPEL), seule femme élue sur 13 membres du Bureau Exécutif et membre de la "Plateforme des jeunes pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale en Afrique de l'Ouest" portée par 40 Jeunes de neuf (9) pays de la CEDEAO.

Très à l'aise avec les Technologies de l'Information



et de la Communication, elle anime des blogs et est très active sur les réseaux sociaux. Ce qui lui a permis d'être retenue comme lauréate au concours MONDOBLOG 2014 organisée par Radio France Internationale (RFI).

Militante écologiste, elle se bat pour sensibiliser les jeunes et les femmes sur les questions liées au respect de l'environnement et de la biodiversité en général à travers des articles, des reportages vidéos, des sensibilisations visuelles, porte-à-porte, des émissions radio et télé... Ce qui lui a valu d'être Ambassadrice du Climat de GREEN CLIMATE FUND, Observatrice du climat de France24 et contributrice pour les sites climatereporters.com de l'Alliance Panafricaine des Médias pour le Changement Climatique PAMACC et mediaterrre.com de l'Institut de la Francophonie. Elle est également ambassadrice du site panafricain www.afriquefemme.com.

Cette patriote ne manque pas d'occasion pour vendre l'image de son pays aux différents événements internationaux auxquels elle participe tels que : Les Assemblées Annuelles du FMI/Banque



Mondiale, les Assemblées Annuelles de la BAD, Le Forum Social Mondial de Montréal, la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la Désertification (COP UNCCD) ; La Convention des Nations Unies pour la lutte contre le Changement Climatique (COP UNFCCC)...

Selon elle, tout le monde doit jouer sa partition pour son pays en référence à la célèbre citation de John Fitzgerald Kennedy, 35ème président des États-Unis.

Elle est l'auteure du concept #FemmeVision2030 qui est une Campagne d'information, de sensibilisation, de vulgarisation et de plaidoyer sur les objectifs du développement durable ODDs à l'endroit des jeunes et des femmes.

Cette campagne est née d'un constat. Depuis leur adoption en septembre 2015, et leur entrée en vigueur en Janvier 2016, les 17 objectifs du développement durable (ODDs) souffrent d'un manque de vulgarisation au niveau des populations notamment des jeunes et des femmes qui sont pourtant des acteurs pour atteindre les ré-

sultats escomptés par le nouvel agenda de développement durable d'ici à l'Horizon 2030. Ce sont: l'éradication de la pauvreté, la protection de la planète et la prospérité.

A travers #FemmeVision2030, elle compte faire des actions pour inverser cette tendance. Il s'agira entre autres de faire des campagnes d'information, de sensibilisation et de plaidoyer sur les ODDs à travers:

- Des visuels sur les ODDs qui seront distribués pour affichage dans les classes afin que les élèves en sachent davantage
- Des émissions radios et télévisées pour informer le public
- La production de spots radios et télévisés pour toucher plus de cibles
- Des débats thématiques
- Des séances d'information publiques (focus groups)
- Des campagnes sur les réseaux sociaux
- Des documentaires et tout autre moyen efficace pour leur appropriation au niveau des populations, notamment les jeunes et les femmes.

#FemmeVision2030 compte faire des livrets à partager dans les écoles, aux éducateurs, aux parents. Intitulé "le livret du Développement Durable" ce document mettra en exergue les 17 ODDs.

Elle a lancé une pétition avec pour objectif d'amener les autorités à introduire les cours de développement durable dans le système éducatif guinéen. La pétition est disponible en ligne sur la plateforme Change.org

L'ambition est de faire des apprenants, des éducateurs, des citoyens, des acteurs du développement durable.

Outre ce volet éducatif, la campagne compte s'impliquer dans tous les 17 objectifs notamment les questions liées au changement climatique, à l'égalité des sexes, à la démocratie, à la création d'emplois.

Elle associe à cette campagne, un volet "Ambassadeur des ODDs" qui vise à rendre le processus participatif par l'implication de différents acteurs: bénévoles, sponsors, bonnes volontés, personnes ressources, médias, société civile etc.

Fatoumata Chérif est également l'initiatrice de #selfieDéchets une campagne d'alerte, de sensibilisation, de plaidoyer et d'actions de lutte contre l'insalubrité en Guinée plus précisément dans la capitale où les déchets se démultiplient dans la rue, en bordures de mer, à côté des lieux de culte. L'idée est d'informer les populations sur la nocivité des déchets sur leur santé, d'aviser les autorités que la mise en place d'une politique de gestion des déchets opérationnelle est plus qu'urgente. Avec cette campagne, elle est confiante que Conakry retrouvera son qualificatif de "Perle de l'Afrique". La campagne a été nommée "Projet du Mois" sur le site des Observateurs de France24

Fatoumata Chérif a également lancé une ligne de vêtements @FatiicheCréations avec comme slogan "l'Art au Service du Développement Durable #SustDevArt". C'est une mode "AfroChic" qui combine modernisme et tradition. "Nos pagnes traditionnels sont beaux et peuvent être adaptés aux tenues de tous les jours dans la plus grande décence sans pour autant encombrer. J'ai déjà un portefeuille de modèles dessinés par mes soins que je compte exploiter avec l'expertise des professionnels du milieu pour le public ».

Elle innove dans ce domaine en faisant des articles produits à bases de tissus et d'objets recyclés pour la déco, des objets divers. « J'ai toujours détesté voir mon tailleur jeter mes restes de tissus. Je les ai toujours réclamés. En Guinée, les restes de tissus, les fripes, les habits déteints sont jetés à la poubelle. Nous pouvons redonner une seconde vie aux déchets et aux restes de tissus ».

Bref, pour en savoir plus sur Fatoumata Chérif : RDV sur son site personnel :

www.fatoumatacherif.com

Son compte twitter : @Fatiiche

Sa page Facebook : Fatoumata Chérif

Les hashtags : #SelfieDéchets #FemmeVision2030 #Enfant224 #SauvonsNosCorniches #SustDevArt



Promotion de l'Entreprenariat féminin en Guinée

AWEP-Guinée, en anglais African Women's Entrepreneurship Program-Guinea, ou en français Programme des Femmes Entrepreneures de Guinée, est une structure qui œuvre dans l'encadrement et la croissance de l'économie des femmes et le renforcement des capacités de celles qui sont entrepreneures à travers les activités génératrices de revenus. A travers ses différentes filiales installées partout en Afrique, AWEP offre la formation et l'information aux femmes et jeunes filles dans le cadre du maintien de leur équilibre économique et social. Elle crée un cadre de concertation avec les femmes rurales pour l'écoulement et la valorisation des produits dans le but d'améliorer les techniques de production et la transformation pour favoriser leur autonomisation effective.

En Guinée, AWEP est représenté par Madame Kourouma Saran Keïta, coordinatrice, en même temps présidente du groupe AMIDJOR. Un groupe qui évolue dans la filière agroalimentaire depuis 2008, notamment dans la transformation des produits locaux tels que le miel, le beurre de karité, la feuille de patate fraîche, le Soumbara, les grumeaux de maïs, le couscous de mil, le Moringa, le fonio précuit, les savons antiseptiques fabriqués à base de beurre de karité, d'huile de palmiste et des plantes médicinales.

Dans un entretien accordé à notre rédaction, Dr Saran Keïta a expliqué le plan de marche des entreprises AWEP et AMIDJOR, qui se veulent des creusets d'échanges, de réflexion et de capitalisation entre les femmes entrepreneures pour la promotion et la coopération entre leurs organisations professionnelles en vue d'une autonomisation effective.

Lisez...

Présentez-vous à nos lecteurs ?

Dr Saran Keïta : Je suis madame Kourouma Dr Saran Keïta, je suis chef d'entreprise. J'évolue dans l'agroalimentaire, la transformation des produits locaux. En même temps, je suis Coordinatrice d'une organisation internationale AWEP-

Guinée où nous évoluons dans l'entreprenariat féminin.

Dites-nous c'est quoi AWEP-GUINEE ?

African Women's Entrepreneurship Program est une organisation mise en place par un département américain pour aider les femmes entrepreneures africaines à accroître leurs revenus. Et méritant d'être faite remarquer par mes œuvres et mes initiatives, j'ai été la première personne à être formée par les Américains dans le cadre de l'entreprenariat féminin.

Quelles sont aujourd'hui les actions d'AWEP-GUINEE ?

Les actions d'AWEP-Guinée sont multiples. Nous l'avons créée en 2011 et depuis, nous avons plusieurs activités à notre crédit dont des sessions de formation à destination des jeunes filles et des femmes qui veulent évoluer dans l'entreprenariat féminin, en gestion d'entreprise, en management et en initiative pour la création des entreprises. Nous avons fait aussi des exportations aux Etats-Unis, au Maroc, en Côte d'Ivoire et au Gabon. Tout dernièrement, nous venons d'organiser une foire communément appelée la foire guinéenne au Gabon. C'est la toute première fois en Guinée qu'une structure guinéenne organise une foire en dehors de la Guinée. Nous avons fait la première édition et nous comptons multiplier cela dans le temps.

Parlez-nous de la composition d'AWEP en Guinée ?

En Guinée, AWEP est composé de plusieurs groupements, d'associations et d'entreprises qui sont dans le réseau. Il existe dans tous les pays africains. Je vous avoue que ce n'est pas pour nous flatter, mais AWEP Guinée est parmi les meilleurs des AWEP en Afrique. Parce que l'organisation, ce n'est pas une seule personne qui fait bouger les choses, mais plutôt un groupe de personnes qui font fonctionner l'organisation. Pour nous, l'avis de tout le monde compte. Et à AWEP, nous avons des femmes qui ont étudié et d'autres qui ne sont pas allées à l'école. Mais nous gérons tout le monde en bonne intelligence. Il y en a qui sont arrivées à AWEP, alors qu'elles ne savaient rien. Mais qui, aujourd'hui, ont leurs propres entreprises qui évoluent petit à petit. Elles ont eu l'initiative de créer leur propre entreprise, d'évoluer auprès de celles qui connaissent, celles qui sont déjà implantées. Ensuite, on les encadre et réellement beaucoup ont commencé aujourd'hui à faire leur propre business.

Citez-nous quelques groupements que composent AWEP en Guinée ?

Nous en avons de plusieurs de catégories. Par exemple, on a des groupements qui évoluent dans le domaine de la glace,

dans l'alimentation, dans la transformation agroalimentaire, dans le BTP, dans les médias pour faire la promotion, etc.... Donc, il y a beaucoup de PME au sein d'AWEP qui évoluent dans plusieurs domaines.

Parlez-nous du groupe AMIDJOR ?

AMIDJOR, c'est mon entreprise qui évolue dans l'entrepreneuriat féminin. C'est une filière d'AWEP-Guinée. J'encadre les femmes pour permettre d'accroître leur autonomisation. AMIDJOR est une entreprise qui transforme les produits locaux. Nous avons des femmes qui font la transformation des produits. Elles sont rémunérées, et ça nous aide à épargner et à être autonome financièrement

De nos jours, quelles sont vos actions sur le terrain ?

Mes actions sont d'abord la valorisation de nos produits locaux tels que le miel, le fonio, le maïs, le beurre de karité, etc. Quand on quitte la Guinée pour aller à l'extérieur, on trouve toujours ces produits précuits déjà, c'est-à-dire prêts à être consommés. Donc, moi aussi, comme je suis médecin, je connais quels aliments rentrent dans la nutrition de l'homme. Donc, je valorise ces produits en faisant une semi transformation. Puis, les femmes les font cuire pendant 5 à 10 minutes. Vous savez, pour beaucoup de femmes fonctionnaires, c'est pénible de rentrer du service et d'être obligée de nettoyer le fonio et de préparer. Outre la pénibilité, elles peuvent manquer de temps. Et c'est pour cela que je me suis lancée dans la valorisation des produits locaux. Et actuellement, je suis en expérimentation dans d'autres produits aussi.

Citez-nous quelques produits que vous transformez dans le pays ?

Nous transformons les fruits, tels que le baobab, le néré, l'orange, le miel qu'on est en train de vendre même à l'extérieur, il y a le beurre de Karité, le soumbra bien assaisonné, le piment, etc.

AMIDJOR évolue-t-il seulement à Conakry ?

Le groupement n'évolue pas seulement à Conakry. C'est le siège national qui est à Conakry. Mais nous avons des antennes à l'intérieur qui nous fournissent en matières premières. Et j'en profite pour préciser qu'AWEP aussi à des antennes à l'intérieur. Quand nous nous faisons ainsi fournir, cela rentre dans le cadre d'une chaîne de valeurs. Les femmes qui sont à la base à l'intérieur du pays, nous leur donnons du travail, elles écoulent leur production à travers notre achat. Et nous, nous transformons et nous exportons. Avant, ces femmes-là souffraient d'autant que leurs produits ne s'écoulaient pas. Il fallait que nous valorisions ce qu'elles produisent. Comme ça elles ont leurs marges. Elles augmentent leur productivité pour pouvoir être autonomes à leur niveau.

Comment réussissez-vous à garder le contact avec toutes ces antennes de l'intérieur ?

Les nouvelles technologies ont facilité beaucoup de choses. Il y a le téléphone, Viber, Internet, etc. Celles qui sont au niveau local et qui ne peuvent utiliser certaines techniques de communication (le mail ou encore Viber) ont des responsables qui sont instruites. Et si j'ai besoin de quelque chose dont je ne peux pas leur dire le nom, je prends la photo et je leur envoie. Aussitôt, elles savent de quoi il est question et le trouvent pour moi.

Il y a combien d'antennes au niveau d'AMIDJOR ?

AMIDJOR a trois antennes à l'intérieur. On a une antenne à Dabola, représentée par Koumba Keita. Il y'en a aussi à Kouroussa (y compris au niveau des villages de Babilla, Sandiana, Moussayah).

Combien de femmes évoluent-elles avec vous au sein du siège ?

J'évolue ici avec au moins 22 personnes : des femmes et des jeunes filles. J'ai toujours commencé par les jeunes filles. Vous savez en Guinée, on ne commence pas l'entrepreneuriat très tôt. Vu que j'ai beaucoup marché et me suis rendu compte que dans les autres pays, on commence à bas âge, j'essaie de faire la même chose en Guinée. Volontairement, elles sont engagées et quelque part elles ont leur petite marge. Ce qui leur permet de tenir leur petite tontine ou

leur épargne. Je leur ai dit d'ouvrir les petits comptes pour garder un peu de marge. Vous savez, nous les femmes, si on gagne on risque de tout mettre dans la marmite pour les enfants et pour le monsieur. Et mon initiative, ce n'est pas ça. Ma vision, c'est l'autonomisation financière de la femme guinéenne. Ainsi quand elles travaillent et gagnent un peu d'argent, certaines font le commerce du poisson, des petits condiments. D'autres font des jardins potagers, la culture maraichères. D'autres aussi font le commerce du riz ou des habits. C'est toujours ainsi qu'on commence.

De quand date ces initiatives de votre part ?

Je pense que c'est quelque chose d'inné en moi. J'étais à l'école quand j'ai commencé à sensibiliser les femmes afin qu'elles ne comptent pas sur leurs maris. On vient en aide à un mari. On ne se contente pas d'être toujours servi par lui. Autrement, on ne peut rien dire à la maison Mais si l'homme apporte cinq, et que la femme, de son côté, donne au moins un, le premier a confiance en la seconde. Il saura notamment que le jour où il n'a pas, il peut compter sur son épouse pour prendre en charge les enfants. Je sensibilise les maris aussi à nous accompagner. On les aide à entretenir la maison. Parce qu'il faut que nous travaillions honnêtement et en confiance avec nos maris. C'est ce qui fera qu'à leur tour, ils peuvent nous faire confiance et nous concéder la liberté de nous consacrer à nos activités génératrices de revenus. Moi, j'ai eu la chance de tomber sur un mari qui m'accompagne dans mes activités génératrices de revenus. On le fait même ensemble. Quand je fais des voyages, il ne s'oppose pas. Il sait que je ne vais pas pour blaguer, ni me vendre.

Quelles sont vos sources de Financement ?

Pour le moment c'est de l'autofinancement. On le fait avec nos fonds propres. Il en est de même à AWEP. Nous menons nos activités techniquement. Il y a quand même le ministère du commerce, l'APIPE et l'ambassade des Etats-Unis qui nous accompagnent. Tout dernièrement, il y a eu l'ambassade de Guinée au Gabon qui nous a accompagnées à écouter notre activité de foire. Il nous a beaucoup aidés, il s'appelle El hadj Abdoulaye Baldé. Il nous a même permis d'être en contact avec le gouvernement gabonais pour la mise en place de cette foire guinéenne. On a fait dix jours de foire et d'exposition.

Que pensez-vous du cas des femmes de ménage ?

Ce n'est pas mauvais en soi. Vous savez, en toute chose, il y a des avantages et des inconvénients. Tout le monde ne peut pas s'asseoir dans bureau. Quand on a opté pour le statut de femme de ménage, il faut le faire avec honnêteté et engagement, puisque c'est là votre travail. Si vous l'aimez, vous devez pouvoir le faire bien. Il y a les femmes qu'on appelle dans les films "des gouvernantes". Ce sont des femmes de ménages. Elles ont presque tout, parce qu'elles aiment leur travail. Elles le font avec amour, avec honnêteté. Mais dans le métier de ménage, tout ce qu'on n'aime pas, c'est de faire l'exploitation. Mais si elle fait bien son travail et quelle est bien rémunérée, dans la valeur de ce qu'elle fait, elle pourra nourrir sa famille à travers ça. Moi, je suis contre l'exploitation des jeunes filles dans les ménages. Il faut d'ailleurs lui apprendre à comprendre les choses, à l'éduquer même si c'est ta bonne. Il faut lui donner son droit le plus absolu qui est son salaire. Avec ça, elle saura s'organiser dans son travail pour entretenir sa famille et mettre quelque chose en place, et même monter sa propre entreprise. On peut le faire en tant que femme de ménage. Mais il ne faut pas aussi être femme de ménage, chercher le mari de ta patronne, ça ne peut pas aller. Avec ça, ta patronne ne peut pas bien te traiter, surtout quand elle sait que tu fais la cour à son mari. Une femme de ménage doit être respectueuse. Elle doit bien travailler et bien se comporter et être un élément de support et de développement de son milieu, de son ménage. C'est un travail comme tous les autres. Tout dernièrement, parmi les jeunes filles que j'encadre, après la formation qu'AWEP a eu à leur donner, il y en a deux qui ont créé une agence de femmes de ménage. Donc, si vous connaissez des gens qui veulent avoir les femmes de ménage "correctes", dirigez-les à SONAMI, c'est-à-dire l'entreprise de SONNA et AMINATA.

Le mariage précoce reste un défi à relever, qu'en dites-vous ?

Je suis farouchement contre le mariage précoce. Je vous ai dit que ce n'est pas aujourd'hui que j'ai commencé mon entrepreneuriat. Depuis que je faisais l'école primaire, je faisais partie des membres du comité d'administration de l'école qui

générait les élèves. J'étais entre les élèves et la direction. Avec ce statut, j'ai fait beaucoup d'interventions dans la scolarisation des jeunes filles et la lutte contre le mariage précoce. D'ailleurs, je rappelle ma thèse à l'université portait sur les violences faites aux femmes. Je suis contre ça. J'ai emmené beaucoup d'hommes à la justice pour ça. Je n'accepte pas qu'on brutalise les femmes. Quand tu donnes une fille en mariage sans son consentement et alors qu'elle n'a pas l'âge du mariage, tu l'exposes aux maladies et à la mort. Il faut reconnaître, on ne peut être à l'aise que lorsqu'on vit avec quelqu'un qu'on aime. La vie est très difficile et très longue. Donc, quand tu vas en mariage chez quelqu'un que tu aimes, tu accepteras tout de lui. En plus, quand tu donnes une fille en mariage précoce alors qu'elle n'est pas mature, l'homme ne peut pas dire qu'il ne touchera pas à la fille ? Et quand la fille prend la grossesse, on se demande comment elle va mener cette grossesse ? Comment elle va accoucher sans avoir des problèmes. Simplemment son organisme n'est pas mature. Avec ça, elle peut avoir des complications rénales, des fissures sur le plan rénal et gynécologique. Donc tout ça, ce n'est pas bon.

Parlez-nous des prix que vous avez récemment obtenus ?

Premièrement, j'ai eu un prix avec un groupe de jeunes d'une ONG appelée COPE-GUINEE, en 2015. Ces jeunes identifient les gens à travers leurs œuvres pour savoir qui fait quoi, qui évolue dans quoi. C'est ainsi que j'ai été identifiée par mes œuvres, par mon action en faveur des jeunes et des femmes. Le deuxième prix, je l'ai eu en 2011, avec Gnouma Magazine. Je l'ai reçu aussi pour mon engagement pour aider les femmes et la jeunesse. Le troisième prix, je l'ai reçu aussi grâce à mes œuvres. Si vous voyez à la télévision comment ils font pour montrer les personnes cachées à l'ombre. C'est à la suite de ça que j'ai eu ce prix. Le quatrième prix, c'était à l'occasion du 20ème anniversaire de l'Ambassade de l'Afrique du sud en Guinée. Ce sont eux qui m'ont remis ça à travers ce qu'ils entendent et voient à mon sujet via la couverture de nos activités par la radio et la télévision. C'est un prix que je vais garder jalousement, mes enfants pourront voir ça de ce que j'ai fait pour mon pays. Le cinquième, je l'ai eu en 2011 aux Etats-Unis. C'est le département d'Etat qui me l'a offert pour mon dynamisme, mon engagement et mes initiatives à l'endroit des femmes. Je l'ai eu avec mon attestation, qu'on m'a offerte pour mon mérite. Le sixième prix, c'était en 2012 avec le département d'Etat toujours pour m'encourager à évoluer et à suivre ma vision de faire la promotion des femmes. Le sixième, c'est en 2013 avec l'ambassade des Etats-Unis pour mes œuvres à travers les pays.

Quels mots d'encouragement pour les femmes africaines ?

Les femmes africaines, je les croise souvent. On fait des rencontres ensemble à travers le monde. Je lance un appel solennel à toutes les femmes africaines afin qu'elles soient dynamiques, disponibles et engagées. Elles n'ont qu'à se lever pour travailler en synergie afin de développer l'Afrique. L'Afrique ne peut pas se développer sans les femmes africaines. Nous les femmes africaines, c'est nous qui pouvons développer l'Afrique. Donc, je lance un appel de solidarité et d'engagement aux femmes africaines pour que d'ici 2030 que l'Afrique soit une Afrique émergente, une Afrique complètement féminisée dans tous les sens. Et c'est les femmes qui donneront maintenant du travail aux hommes.

Quel est votre mot de conclusion ?

J'appelle le gouvernement à accompagner les femmes. AWEP est là pour accompagner les jeunes. On a l'expérience pour gérer la jeunesse guinéenne. Donc, nous accompagnons le gouvernement. Et AMIDJOR est là pour valoriser les produits locaux, valoriser ce que nous produisons. J'appelle toutes les femmes guinéennes à se donner la main, à être solidaires entre nous, bannir l'égoïsme pour qu'on puisse aller de l'avant, pour qu'on puisse aider le gouvernement à pousser l'économie et à quitter cette phase. J'invite la jeunesse aussi à dire non au bureau. On ne peut être autonome ou libre que quand on est dans le privé. Donc la jeunesse n'a qu'à créer des entreprises pour être des grands patrons de demain et nous aider ainsi à gérer l'avenir de la Guinée.

Merci Madame !

C'est à moi de vous remercier.

Entretien réalisé par Younoussa Sylla et Zackaria Touré

HAWA TAMBOURA

activiste panafricaine de la nouvelle génération !

Originaire de la Guinée Conakry, Hawa Tamboura a effectué son parcours scolaire entre le Sénégal, la France et la Belgique où elle a eu son certificat d'enseignement secondaire supérieur (C.E.S.S).

Elle est aussi diplômée des études supérieures dans le domaine de l'économie avec la spécialisation en Assurance plus particulièrement le courtage en assurance.

Après 2 ans de services comme gestionnaire en production et sinistre dans un cabinet de courtage en assurances, elle décide de rentrer au bercaïl pour dit-on « moderniser le secteur des assurances qui a besoin d'un rebond sur toute la sphère ».

Bien que ce choix n'ait pas été facile à prendre ou faire comprendre à son entourage à cause du cliché qu'on donne à l'Afrique et à la Guinée, aujourd'hui elle est responsable technique d'une compagnie d'assurance « Gras Savoye » installée en Guinée depuis 1999.

« Je suis responsable technique à Gras Svoye, une compagnie de courtage en assurance française, leader dans son domaine respectif en France et en Afrique francophone. Je supervise la gestion des sinistres mais aussi en production sous la supervision de la direction générale. De nos jours le monde des assurances en Guinée a besoin de réforme et de suivi et j'ose croire que nous y arriverons. Depuis 2014, je suis en train de préparer un projet sur l'assurance maladie, malgré le complexe et le manque d'expérience en Guinée », nous a-t-elle confié.

Lutte contre les MGF, l'approche de Hawa Tamboura

« De nos jours, les femmes sont victimes d'agressions physiques, sexuelles et psychologiques. »

Hawa Tamboura, activiste panafricaine a tout d'abord attiré l'attention sur la violence orchestrée par les chefs hiérarchiques dont beaucoup de femmes sont victimes dans leur lieu de travail.

« Moi j'accompagne les femmes qui ne peuvent pas faire valoir leurs compétences professionnelles au sein de la société guinéenne, voire africaine. Souvent certaines formes de violence sont aussi faites moralement au lieu de travail par certains supérieurs hiérarchiques. Et souvent cela se fait dans un contexte de silence des victimes afin de sauvegarder leurs emplois. Hélas, ce sont ces violences malheureusement banalisées dans les statistiques, mais qui ont quand même un impact quotidien sur la femme. Donc de ce côté, moi je voulais faire une petite attention la-dessus », a-t-elle fait savoir.

Concernant les difficultés de la Guinée à combattre ce fléau, elle dira ceci : « Il faut savoir que la Guinée vient de très loin, elle n'a pas cette culture de voir la femme comme le pilier de la société bien qu'on le chante si souvent. Il y'a un obstacle d'ordre religieux qui est aussi important ainsi que le jugement que certains peuvent ressentir. Je solliciterai quand même l'attention des communautés, car dans l'épopée africaine : nous avons eu des

reines, des guerrières, des impératrices mais pourquoi cette situation est inversée aujourd'hui ? Est-ce que ces religions n'ont pas eu à impacter négativement ? Je dirais également que la lenteur de la relève y est pour quelque chose ».

Approche de solution

« De façon individuelle, autour de moi, si j'ai des amies ou des connaissances qui sont malheureusement victimes de violences physiques ou morales, j'essaierai de savoir dans quelle situation elles se trouvent pour mieux cerner leur position. Car il ne faut pas négliger le fait que certaines femmes pensent que la violence exercée sur elles est preuve d'amour ou d'attachement surtout dans le cadre privé. Les solutions à ce type de problème ne se situent pas au niveau de l'Etat. L'état ne peut pas tout supporter. C'est au niveau individuel qu'il faudra mener la bataille. Je voudrais aussi ajouter que ces luttes que nous menons ne doivent pas servir d'appât pour éradiquer nos valeurs et traditions, ces luttes doivent mener dans la symbiose pour la revalorisation de la femme africaine ».

Que dire du féminisme ?

Aux yeux de Hawa Tamboura, le féminisme est très rejeté en Guinée, alors que selon lui, les filles se revendiquant du féminisme passent pour « arrogantes, superficielles ». Des idées qu'elle bat en brèche « le féminisme n'est pas de l'arrogance, c'est le fait de faire valoir sa personnalité, ses convictions ».

Toutefois, à l'en croire, ce type de conception n'a rien de surprenant : « mais tout ça émane du passé et de l'éducation. Dès lors qu'on a reçu une éducation où la femme est faite pour la cuisine, les enfants et la famille, alors que le travail vient en 5ème ou 6ème position, on ne peut que développer ce type d'idées. Or, on enseigne tous les jours aux jeunes femmes qui réussissent au bac que le premier mari d'une femme, c'est son travail ».

Pour terminer, elle dira que : « Dans la pratique, malheureusement ce n'est pas le cas. Et je voudrais quand même que toutes les jeunes filles prêtent attentions à ce genre de message pour qu'enfin, on puisse aller de l'avant. Le féminisme ne veut pas dire s'éloigner de ces valeurs traditionnelles africaines. Cela ne veut pas dire souvent c'est ce qui crée la confusion et la révolte chez certains hommes. Féminisme ne veut pas dire s'éloigner de son éducation traditionnelle », a-t-elle conclu.

Bolokada Sano





Beauté

Salon de coiffure **Pat's Natural Beauty** pour les cheveux naturels

Passionnée de la coiffure, Patricia Lamah, conseillère juridique d'une banque de la place a liéé l'agréable à l'utile en faisant de sa passion son gagne-pain. Sis à Kipé-Dadya en face de la pharmacie NOUNY, dans la commune de Ratoma, le salon de coiffure « PAT'S NATURAL BEAUTY » ouvre ses portes à toutes les dames qui veulent se faire belles au naturel ou avec des coiffures protectrices. Comme la femme, c'est la beauté, ce salon vient combler plusieurs soucis de loisirs que rencontre la junte féminine. En plus de la tête, ce salon fait également d'autres activités liées à la vente d'accessoires, les conseils et orientations.

Sortante de l'université General Lansana Conté de Sonfonia avec une maîtrise en droit privé Patricia Lamah, fondatrice du Salon de coiffure « Pat's Natural Beauty » a fait ses études primaire, secondaire et universitaire à Conakry (Guinée). Conseillère juridique d'une banque de laplace, elle exerce parallèlement la coiffure, sa passion.

A l'entame de son intervention, elle a tout d'abord expliqué les motivations de la création de son salon. Motivations au cœur desquelles la passion occupe une place centrale: « C'est une passion pour moi. J'ai toujours aimé la coiffure au point que les coiffures que je me faisais ont souvent inspiré mes copines ». Ainsi passionnée, Patricia réussit donc à concilier ses fonctions de conseillère juridique et la coiffure. Et dans la coiffure, elle est surtout spécialisée dans « l'entretien des cheveux crépus ». Une spécialité qu'elle tire de sa propre expérience et qui, de fil en

aiguille, fait d'elle désormais la patronne de deux salons de coiffure, à Conakry et Kamsar.

Naturellement, pour se hisser à son statut actuel, Patricia a dû surmonter pleines de difficultés. Mais elle y est arrivée parce qu'elle aime ce qu'elle fait. Et aujourd'hui, avec un brin de fierté, elle rappelle avoir une gérante, des employés ordinaires et des apprenties, pour un total d'une quinzaine de personne qu'elle aide à échapper au fléau du chômage.

Secret pour la réussite:

« C'est le travail, il faut aimer ce que l'on fait et y mettre du sérieux »

Pas de secret, c'est le travail, il faut aimer ce que l'on fait et mettre du sérieux dans ce que l'on fait, ça finira toujours par payer. Il n'y a pas de secret par rapport à ma notoriété, c'est juste le travail, la qualité. Je suis déjà ma propre mannequin, je teste mes coiffures sur moi, je teste tous mes produits sur moi. Et à travers ma page Facebook et mon groupe Facebook, je montre les résultats de mes produits sur moi, je montre les résultats des coiffures que j'ai eu à faire, c'est comme ça que l'engouement se crée et les gens viennent pour tester et ils en sortent satisfaits.

« Ma plus grande fierté c'est la satisfaction, c'est le sourire qu'arborent mes clientes en sortant. Parce que l'idée est d'aider les dames qui n'ont pas de cheveux, aider les gens qui veulent retourner au naturel. Et le merci qu'ils nous adressent en sortant de ce salon, c'est plus grande fierté ».

Message de la fin :

J'aimerais dire merci à votre magazine pour l'opportunité que vous m'avez offerte pour parler de ma passion, de mon activité. J'aimerais juste dire aux femmes de ne pas rester assises, de se battre et de se dire que si l'on veut, l'on peut. De travailler, d'être optimistes et surtout de persévérer dans tout ce que l'on entreprend. Nous nous sommes ici à Kipé en face de la pharmacie NOUNY et le second se trouve à Kamsar à Dongoya, derrière le four à l'OFAB. Nous faisons les coiffures aux cheveux naturels, nous entretenons les cheveux naturels. Nous orientons les dames qui veulent retourner au naturel, nous aidons les femmes qui, avec les dangers de la dépigmentation, ont envie de traverser cette étape et à abandonner les produits qui découpent la peau. Nous exhortons beaucoup de femme à abandonner le défrisage, parce que le défrisage et la dépigmentation entraînent le cancer de peau. Nous aidons les femmes à retourner au naturel et à s'accepter comme elles sont. Il n'y a rien de beau que le naturel.

Nous faisons les coiffures NAPPY, les Locks, les faux Locks, les coiffures afro, les nattes, des tresses. Nous avons plusieurs types Afro que nous faisons ici. Nous faisons des coiffures pour les dames qui sont déjà défrisés leurs cheveux et nous les exhortons à ne plus le faire. Nous sommes là et nous sommes disponibles pour tout le monde.

Fadima Keita

Pêche Le débarcadère de Téminétaye

doté des fours modernes de fumage des produits halieutique



Le mercredi 27 septembre 2017, l'ONSPA en collaboration avec l'ONUDI ont procédé à la cérémonie de remise officielle de la plateforme moderne des fours améliorés et de four FTT intitulé « centre pilote de fumage des produits halieutiques » au débarcadère de Téminétaye dans la commune de Kaloum. Financé par STDF et exécuté par l'ONUDI dans le cadre du projet « Mise à niveau des normes SPS et de la chaîne de valeur pour faciliter l'accès aux marchés régionaux et internationaux aux pêcheurs artisans de l'Afrique de l'ouest » qui couvre 4 pays : le Sénégal, la cote d'ivoire, la Mauritanie, et la Guinée.

A l'entame de son intervention, Mme Aribot, M'mah SAVANE, directrice de l'ONSPA a tout d'abord affirmé que ce projet est la mise en œuvre du projet qui a permis la réhabilitation de douze (12) fours bandas avec la construction de deux (02) fours en FTT thiaroye, des vestiaires et toilettes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de sept 07 coopératives des femmes fumeuses du centre pilote.

Et d'ajouter : « De même 246 acteurs de la filière pêche artisanale ont bénéficié d'une formation en Assurance Qualité, les bonnes pratiques d'hygiène et de transformation, le respect des normes SPS et la chaîne de valeur, la technique de construction des fours moderne FTT thiaroye et surtout le mode de gestion des coopératives », a-t-elle ajouté.

De son côté, Mme Hadja Salematou Bangoura cheffe de port de Teminetaye et porte-parole des participantes a quant à elle remercié les partenaires et le gouvernement avant de solliciter le soutien du gouvernement et des partenaires pour augmenter ce projet partout en Guinée.

Présente à cette cérémonie, Mme Diaby Hadja Mariama Sylla, ministre de l'action sociale, promotion féminine et de l'enfance se dit très fière de la réalisation de ce projet qui s'inscrit dans le cadre de l'autonomisation des femmes. « Je suis très heureuse et fière pour ces femmes qui ont acceptées de se remettre en cause pour suivre des formations. Je suis heureuse par rapport à l'initiative qui rentre dans le cadre de l'autonomisation de la femme prôner par le président de la république.

Ce four moderne va aider à préserver la santé des femmes, parce que ce n'est plus archaïque qu'elles vont procéder au fumage des poissons. Mais également ça va protéger l'environnement, et aidera à améliorer leur revenu et c'est l'objectif recherché », a-t-elle dit.

Pour terminer, elle lance un appel aux femmes guinéennes : « Nous avons obtenu ses acquis parce qu'il y a la paix, parce qu'il y a l'entente. Je lancerai un appel de cohésion sociale de paix en Guinée. J'interpelle les femmes bénéficiaires au respect strict des mesures d'hygiène dans les locaux du centre pour nous permettre d'exporter nos produits fumés vers les marchés communautaires. Leurs dire aussi l'objectif recherché par l'Etat c'est la scolarisation, l'éducation de la jeune fille, mais celle qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école peuvent déjà accompagner leurs mères pour pouvoir développer les activités génératrices de revenus et assurer leurs autonomisations parce que c'est ce qui est visible », a-t-elle conclu.

Il faut rappeler que les 246 acteurs de la filière pêche artisanale qui ont bénéficié de cette formation ont reçu des attestations.

Bolokada Sano

Plaine de Sonfonia

Des groupements féminins font du maraichage...

Selon les statistiques démographiques, la population guinéenne est composée de 52% des femmes. Malgré cette majorité relative, c'est la couche la plus fragile et qui est confrontée à tous les maux de la société dont la pauvreté, le chômage, la discrimination et autres. Avec le chômage sous lequel croule le pays, les charges familiales essentielles reposent sur les femmes. Et pour y faire face, beaucoup d'entre elles se sont constituées en des groupements socioprofessionnels. Le Reporter du Magazine Femmes Africaines est allé à la rencontre de femmes qui, parce qu'elles ont tourné le dos à certains préjugés, retroussent les manches et s'investissent à plein régime dans la mise en valeur de la plaine de Sonfonia. C'est tout simplement édifiant

D'entrée, Kadiatou Maneah Camara, présidente du groupement ADE-

COM, précise que l'Etat qui a octroyé le domaine aux femmes : « L'idée de venir travailler sur cette plaine résulte plusieurs démarches auprès des autorités. Lorsque notre document est arrivé sur la table du président de la République, il a dépêché une mission d'inspection du site. C'est à la suite de cette mission que ce domaine nous a été attribué. Toutes les femmes des cinq communes ont leurs représentantes ici. Pendant la saison sèche, nous menons des activités maraichères et pendant l'hivernage, au lieu de rester sans rien faire, nous cultivons le riz. Pendant la saison sèche, nous cultivons le piment, le gombo, le manioc, le maïs, les feuilles de patates, etc..... »

Très réaliste et nullement complexée, elle avoue pour certaines de ces activités, elles et ses camarades recourent volontiers aux services des hommes : « Si c'est la période hivernale, nous cherchons des hommes que nous payons pour défricher, labourer les lieux. A notre tour, nous faisons des pépinières et quand le moment arrive, nous faisons le repiquage du riz ».

Et pour couvrir les frais se rattachant à ce service extérieur, elles ont mis en place une sorte de mutuelle à laquelle chacune contribue : « Comme nous évoluons en groupement, si

nous voulons faire une activité, nous payons des cotisations pour faire face au frais de ceux qui nous apportent de l'aide. Lorsque nous faisons la récolte, c'est à nous de décider l'utilisation du revenu issu de nos activités ».

Parlant des difficultés rencontrées, elle a révélé : « Nous avons des insectes nuisibles et des mauvaises herbes qui nous fatiguent. Nous sommes obligées de trouver des produits pour

Vendeuse des feuilles de patate, Rozaline Léo aussi trouve dans l'aménagement de la plaine de Sonfonia de quoi nourrir sa famille : « Depuis plusieurs années, je suis dans le commerce des feuilles. Je viens me ravitailler auprès des femmes de cette plaine, pour ensuite revendre au niveau de différents marchés de Conakry, en vue de subvenir aux besoins de ma famille. Mon mari ne travaille pas et toute la charge de la famille me revient. Et le peu que je gagne m'aide à satisfaire les besoins de ma famille ».

Abdou Karim Bangoura, lui, est ingénieur agronome et technicien spécialisé des cultures vivrières à AMPROKA-Conakry, au ministère de l'agriculture. Il explique tout d'abord le processus d'attribution du domaine aux femmes :

« Ici, c'est une zone agricole appartenant à l'Etat depuis bien avant l'indépendance. Les femmes travaillaient dans les différents coins de Conakry. En 2014, la ministre de l'agriculture, Jacqueline Sultan a octroyé les quinze hectares de ce domaine de Sonfonia aux groupements féminins de Conakry ».

De même, il donne des précisions sur l'occupation du domaine : « Au début, c'étaient 51 groupements féminins. Aujourd'hui, nous sommes avec 26 groupements qui évoluent sur le terrain. Chaque groupement est composé de dix à vingt-cinq membres et évolue dans la culture principale qui est le maraichage et les autres cultures vivrières. En raison des problèmes liés à l'aménagement du site, les femmes travaillent en fonction des saisons. Il y a eu un premier aménagement du temps des colons. Mais aujourd'hui, il est défectueux et est totalement tombé en désuétude. Les gens qui avaient fait des constructions sur ce site ont déguerpi la zone arable, favorable à l'agriculture, au profit des villes. Aujourd'hui, les femmes sont en train de reconstituer cette couche arable ».

Daouda Yansané et Zakaria Touré



lutter contre ces maux. Le problème d'eau aussi nous fatigue ici. Si c'est en saison sèche, nous creusons des puits pour avoir l'eau afin d'arroser nos cultures. C'est pourquoi nous demandons l'aménagement de ce site. Nous lançons à propos un appel au président de la République, à son gouvernement, aux ONG et bailleurs de fonds ainsi qu'à d'autres Etats de nous aider. S'ils nous aident à aménager cet espace, nous ne pouvons pas dire que nous allons nourrir toute la Guinée, mais nous allons approvisionner les marchés de Conakry en condiments et autres. Il faut que l'Etat nous aide à aménager ce terrain. Nous voulons vraiment travailler. Ce n'est pas la Mamaya seulement qui nous intéresse, nous voulons travailler pour que l'opinion nationale et internationale sache que les femmes guinéennes sont capables ».

S'adressant aux autres femmes qui croisent les mains à la maison, elle lance l'appel suivant : « Je demande à toutes les femmes de nous rejoindre pour qu'on travaille ensemble. Actuellement, ce sont des femmes qui s'occupent de la majorité des charges de la maison. Nos maris sont décédés et nous vivons avec nos enfants. C'est ce travail-là qui nous permet de soutenir nos différentes familles ».

Sénégal Yarakh, la cité des femmes oubliées par le gouvernement !

Dans la capitale dakaraise, plus précisément à Yarakh, les braves femmes mareyeuses sont marginalisées, par le gouvernement sénégalais. Oubliées, elles dont la plus part sont des veuves ou abandonnées par

aque jour, je me réveille à 5 heures du matin et me dirige vers le petit port de Yarakh pour attendre l'arrivée des pirogues revenant de la mer. Nous venons pour acheter des poissons. A leur retour, les pêcheurs nous revendent un carton de petits Poissons de sardine à 5000 fcfa. Pour transporter ces petits poissons connus sous le nom de (Wéyèn) en wolof, je paye 500 fcfa au charretier ».

« Une fois chez moi, j'achète du bois pour bouillir les poissons. Et c'est



leurs maris, traînent souvent dans leur sillage des colonies d'enfants à nourrir. Or, pour ne rien arranger à tout, phénomène de changement climatique oblige, elles sont aujourd'hui menacées dans l'exercice de leurs petits commerces. C'est en substance ce que nous a confié une d'entre elles, Fatou Sèye, à qui nous avons tendu le micro :

« Nous habitons à Yarakh, mon mari et moi. Mon mari ne travaille plus et nous avons 5 enfants à nourrir. Nous devons aussi assumer la location. Ch-

après que je les expose au soleil pendant des jours pour les assécher. Devenus poissons fumés, nous les revendons en raison de 1000 fcfa, le kilo ».

Et d'ajouter : « Actuellement le travail ne marche plus comme avant, le gouvernement nous rend la vie très difficile. De nos jours, notre activité devient de plus en plus lente. Le gouvernement nous accuse d'avoir pollué l'environnement avec la fumée du Poisson. Et suite à la revendication des habitants, l'Etat veut interdire notre activité. Alors que c'est là que nous trouvons de quoi nourrir nos familles respectives ».

*Depuis Dakar nos correspondants
Ahmadou Sèye
et Cheikh Sylla*

ELECTIONS PRESIDENTIELLES AU MALI *Une femme sera candidate en 2018 !*



Dans la foulée des festivités d'indépendance, Mme Hawa Traoré a annoncé sa candidature pour la colline du pouvoir. La gent féminine sera bien au rendez-vous de Koulouba en 2018, en terre malienne!

C'est sur son compte Facebook que l'expatriée a indiqué : « Mes chers (es) amis (es) et compatriotes, à l'occasion de la fête de l'indépendance du Mali le 22 septembre 2017, devant vous, je vous annonce ma candidature à l'élection présidentielle 2018 au Mali, pour les maliennes et les maliens pour l'intérêt et le bonheur commun de chaque malien et un Mali stable ». Une déclaration surprise alors que les attentions sont tournées vers la formation du prochain gouvernement. Plus de 20 partages ont été enregistrés avec pas moins de 265 commentaires sur l'annonce inédite.

Appelant l'opinion à ne pas la sous-estimer, Hawa Traoré a fustigé la gent masculine qui aura conduit le Mali « au bas de l'échelle par son incompétence durant plus de vingt-ans au pouvoir, avec une démocratie locale en porte à faux avec nos valeurs »

Une pique qui ne passera pas inaperçue surtout vu le moment choisi pour annoncer sa candidature. Il est clair que le giron politique sera mouvementé avec cette arrivée fracassante de celle qui sera à suivre de très près. Basée en France, Hawa Traoré devient la 3ème femme à postuler à la magistrature suprême. Avant elle, il y avait la ministre Sidibé Aminata Diallo (2007) et la députée Aissata Haidara Cissé dite Chato (2013). Et le retour de Hawa Traoré serait imminent. Des sources indiquent que ce serait avant le mois de Novembre prochain!

Idrissa KEITA depuis Mali

PROMOTION DE LA FEMME AU MALI Le FAFE JOUE sa partition !

C'est à la maison de femme que s'est tenue la cérémonie de remise de contrats du FAFE dans la journée du mardi. Mme Kanté Fatoumata Diankoumba, directrice du fonds tant convoité a dénoncé les fraudes et annoncé l'agrandissement du capital constituant le budget.

Pour l'édition 2016, ce sont 288 projets qui ont été validés par les services sous la tutelle de Mme Kanté : ceux du Fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant (FAFE).

Une augmentation de 43,75% par rapport à l'année précédente.

La Directrice n'a pas manqué de dénoncer la fraude qui a pris forme au fil des mois car des bénéficiaires de 2015 auraient détourné l'argent mis à disposition. Elle a aussi remercié Rango Mali qui a répondu à sa préoccupation : agrandir le capital du FAFE.

De son côté, la ministre de la promotion de la femme du Mali, Sangaré Oumou Bah, a félicité les bénéficiaires pour une gestion efficiente des subventions du FAFE. Dans la foulée, elle a relevé qu'en 2 ans d'existence, 2 225 dossiers ont été proposés au FAFE.

Avant les conseils avisés prodigués aux bénéficiaires des fonds, une prestation artistique a permis de détendre l'atmosphère et d'égayer les participants.

Rendez-vous pour Février 2018, pour faire le point.

*Idrissa KEITA
depuis Mali*





Le VIH n'est-il pas SIDA ?

La question s'est posée avec acuité et suscite assez d'interrogations au sein de la société. Pour donc lever cette équivoque, le Magazine Femme Africaine est allé à la rencontre de Mme Akobi Basilia, médecin généraliste, pour taire des commentaires sur une question qui divise. Lisez l'entretien !

Magazine : Quelle différence entre le VIH et le SIDA ?

Mme Akobi Basilia : Le VIH signifie Virus de l'Immunodéficience Humaine. Il est responsable du SIDA chez l'Homme. Et le SIDA qui signifie Syndrome d'Immuno Déficience Acquise. Il n'est que l'une des manifestations de l'infection causée par le VIH. Il regroupe un ensemble de manifestations cliniques qui expriment un déficit profond de l'immunité. En plus simple, on parle de SIDA chez une personne séropositive qui fait la maladie. La majorité des gens infectés par ce virus restent en bonne santé bien que contagieux. Dans le monde, selon l'ONUSIDA en 2015, 36,7 millions de personnes vivaient avec le VIH. En Guinée, la séoprévalence est de 1,7% au sein de la population générale; elle est plus élevée chez les femmes que chez les hommes.

Comment se fait la transmission du VIH ?

Pour parler de transmission, il faut savoir d'abord dans quelles conditions cela peut arriver. Quels sont les liquides qui peuvent transmettre le virus, et comment la transmission se passe-t-elle.

En effet, le VIH est présent dans des liquides de l'organisme d'une personne infectée. Il y a un risque de contamination lorsqu'un liquide d'une personne infectée contient une quantité suffisamment importante de virus pour être contaminant et trouve une porte d'entrée (muqueuses qui tapissent le rectum, le vagin, le gland, la voie sanguine, la peau si elle est lésée soit par une plaie, égratignure...) à travers laquelle il peut pénétrer dans le corps d'une autre personne. Ces liquides contaminants sont le sang, les sécrétions sexuelles (qui sont le sperme et le liquide séminal chez l'homme puis les sécrétions vaginales chez la femme) et le lait maternel.

Il y a combien de modes de transmission ?

Il n'existe que 3 modes de transmission : La transmission par voie sexuelle, lors des rapports sexuels non protégés avec une personne infectée; La transmission par voie sanguine, par exposition au sang d'une personne infectée ; Et la transmission de la mère à l'enfant, lors de la grossesse, de l'accouchement ou de l'allaitement.

Il n'y a aucun risque à embrasser ou serrer la main d'une personne infectée; à utiliser des objets ayant été en contact avec une personne infectée (couverts, vêtements, téléphone...) de se contaminer aux toilettes ou dans les piscines.

Parlons maintenant du virus proprement dit, c'est-à-dire de la virologie ?

Au fait, il existe 2 types de VIH à savoir : le VIH 1 et le VIH2. Le VIH 1 est le plus répandu dans le monde. Le VIH 2 est plus rare et est essentiellement localisé en Afrique de l'ouest. Les deux virus n'ont pas la même virulence ni la même sensibilité aux ARV, entendez par ARV Anti Rétro Viraux.

Le VIH 1 est plus virulent que l'autre, car il se multiplie plus rarement, se transmet plus facilement et évolue très vite vers le stade SIDA en l'absence de traitement.

Il est bon de savoir que le traitement ARV est composé de molécules qui agissent sur le virus en fonction des protéines que le virus lui-même contient, protéines qui lui permettent de se transformer comme il veut et quand il veut pour pouvoir tromper les cellules de l'organisme et s'y infiltrer.

Mais voici ce qui se passe chez une personne qui contracte le virus et qui n'est pas sous traitement. En d'autres termes, nous parlons de l'histoire naturelle de la maladie. Cette histoire correspond à l'évolution spontanée de la maladie dans laquelle apparaissent les différentes manifestations cliniques, biologique, immunologique, en l'absence de traitement.

Elle comprend 3 phases :

La première appelée primo infection qui fait suite au premier contact avec le virus qui dure de 2 à 6 semaines. A cette période, les virus se multiplient intensément soit 1 à 10 milliards de nouveaux virus par jour. Les anticorps anti VIH ne sont pas encore détectables, c'est ce qu'on appelle la fenêtre sérologique. A cette phase, le risque de transmission est très élevé et la personne infectée peut transmettre le virus tout en ayant la sérologie négative. Ce n'est qu'après les 3 premières semaines que la sérologie devient positive.

La seconde phase appelée phase chronique de latence clinique. Elle est d'une durée variable allant de 2 ans à 15 ans. Grâce au système immunitaire. C'est-à-dire aux défenses de l'organisme, la réplication virale est plus faible mais continue. Le patient n'a pas de symptôme. On dit qu'il est asymp-

tomatique, mais la sérologie est positive.

La dernière phase est la phase symptomatique avec apparition des infections opportunistes ou phase sida. Elle dure de quelques mois à plusieurs années, la réplication virale est moins freinée par le système de défense et par conséquent augmente. Le déficit immunitaire s'accroît, ce qui entraîne l'apparition des infections opportunistes définissant le stade sida.

Mais qu'elle est le traitement et quel est son but ?

Le but du traitement ARV est d'améliorer la santé et la qualité de vie du patient en bloquant la réplication du virus et en restaurant le système immunitaire, puis de réduire la transmission du VIH. Le traitement empêche le virus de se multiplier, mais ne permet pas de le détruire. Il doit être pris à vie. Comme tout traitement, celui-ci peut aussi provoquer des effets indésirables qui peuvent survenir précocement ou à long terme et être, bénins ou graves. Mais le nombre ou la sévérité des effets indésirables ne sont pas liés à la puissance antivirale de la thérapie.

Aujourd'hui, toute personne dépistée positive doit immédiatement débiter le traitement avec 3 molécules, ce qu'on appelle la trithérapie. C'est la combinaison de 3 molécules qui s'est révélée très efficace.

Quel appel lancez-vous donc ?

Au regard de ce qui a été dit, je lance un appel à tous de se faire dépister dès que possible et d'accepter de se faire traiter si le résultat s'avère positif. A ceux qui, pour le premier dépistage, ont une sérologie négative, de revenir 3 ou 6 mois après pour refaire le dépistage afin de confirmer leur résultat. Car rappelez-vous, la fenêtre sérologique existe.

A toutes les femmes, surtout à celles qui sont en situation de famille, c'est-à-dire enceintes, d'accepter de se faire dépister et d'accepter leur résultat pour un meilleur suivi, car la décision qu'elles prennent n'est pas seulement la leur mais aussi celle du bébé. Une femme séropositive qui accepte de prendre ses ARV réduit très considérablement le risque de contaminer son bébé.

Je sais que ce qui effraie chacun c'est l'attente des résultats. Aucun résultat n'est facile à attendre, même le résultat du Bac. Donc, j'encourage tout le monde à se faire dépister, à avoir des rapports sexuels protégés et à réduire la multiplicité des partenaires sexuels.

Merci Madame !

Je vous remercie !

Propos recueilli par Younoussa Sylla

LES MÉDICAMENTS

de la rue ont « la peau dure en Guinée »



Au moment où le gouvernement, à travers le ministère de la Santé et le Secrétariat à la Présidence chargé de la lutte anti-drogue et du crime organisé s'active à faire disparaître de la circulation des médicaments de la rue, ces produits sont visibles à tous les coins de rue, dans les marchés et quartiers, à vil prix.

Notre reporter s'est intéressé au dossier ! Nous sommes au marché de Matoto, dans la commune du même nom, de jeunes femmes et garçons sont installés sur les trottoirs, devant des étals de médicaments, non loin parfois des montagnes d'ordures. Ce sont des vendeurs de « médicaments de la rue ».

Depuis de très longues années, la pharmacie de la rue est ancrée dans les habitudes des Guinéens. Faute de moyens, ils viennent s'approvisionner ici en cas de nécessité. Leur sentiment sur le sujet est assez mitigé. Certains, comme Mory Keita, un vendeur d'habits, pensent que « tant que les Guinéens n'auront pas les moyens pour se soigner convenablement et acheter les médicaments en pharmacie, il y aura toujours des médicaments de la rue. »

Ces médicaments s'avèrent être de bon prix par rapport à ceux vendus en pharmacie. Tout le monde semble y trouver son compte en fonction de sa bourse et de la maladie dont il veut guérir, malgré les risques.

« Ce n'est pas sécurisant puisque rien ne nous confirme que les dates de péremption sont respectées. Mais on n'a pas le choix. Nos revenus ne nous permettent pas d'aller en pharmacie. Même si l'on peut y trouver la mort, on n'y peut rien », déclare Kadiatou Sylla, vendeuse de fruits au marché de Matoto.

Vrais ou faux médicaments ?

Les médicaments, dans la rue, ont des prix abordables pour toutes les bourses. Marguerite Sagno est coiffeuse et esthéticienne à Matoto. Elle s'est blessé le doigt pendant une séance de pédicure. Elle nous confie que, pour se soigner, elle a dû se courir à la pénicilline vendue dans la rue.

« Je suis allée dans 3 pharmacies différentes pour chercher la poudre de pénicilline qui a souvent été efficace pour ce type de blessure. Dans les deux premières, je n'ai pas trouvé le produit que je cherchais. Dans la troisième, il coûtait 80 000 francs guinéens. Comme je n'avais que 20 000 francs, je suis allée acheter le médicament chez un vendeur de la rue. Il a coûté 15 000 GNF le flacon. La blessure a complètement cicatrisé dès le 3ème jour. Et quelques temps après, j'étais guérie. Vous voyez bien que le médicament de la rue n'est pas si mauvais qu'on nous le fait croire », rassure-t-elle.

Pourtant, selon des responsables de la santé comme les pharmaciens, les médicaments de la rue menacent la santé des patients. Dr Pépé Bilivogui est pharmacien à Matoto. Il a vécu la détérioration de la santé de deux enfants qui ont pris un médicament de la rue : « J'ai le souvenir d'un monsieur qui était assis devant sa terrasse et il a vu passer une femme avec un panier de médicaments sur la tête. C'était une vendeuse ambulante de médicaments. Il l'a interpellée et a acheté du Mebendazole pour déparasiter ses trois enfants. Eh bien, à peine avait-il donné le médicament aux enfants que la santé des deux était fortement dégradée. Il a fallu qu'ils soient hospitalisés durant des jours, » témoignait-t-il.

Malgré ce témoignage, beaucoup pensent que le problème de médicaments de la rue va au-delà de la qualité des produits vendus.

En effet, certains estiment que les pharmaciens font

la guerre aux vendeurs de la rue parce que ces derniers ne paient pas d'impôts et n'ont aucune charge contrairement aux pharmaciens qui louent un espace, ont des salariés, paient des taxes...

D'ailleurs Cécé Haba, un fonctionnaire, affirme que « ces médicaments de la rue sont les mêmes que ceux vendus en pharmacie. Les pharmaciens font la guerre aux vendeurs de médicaments de la rue parce qu'ils leur prennent une bonne part du marché. De plus, ils n'ont pas d'impôt à payer et leur unique contrainte est qu'ils sont obligés de rester dans la rue malgré les intempéries. »

Puis il ajoute « d'ailleurs, les infirmiers se ravitaillent chez ces vendeurs de la rue parce qu'ils savent que ce sont les mêmes délégués médicaux qui livrent ces médicaments aux vendeurs de la rue, aux médecins dans les hôpitaux et parfois aux pharmaciens. Donc, c'est de bonne guerre. »

Quid de l'hygiène et de la déontologie ?

Toutes ces récriminations ne feront changer les vendeurs de médicaments de rue de métiers. Ils tiennent mordicus à leur commerce. Pour eux, rien ne prouve que le médicament de la rue tue... Abdoulaye Sow a un comptoir de médicaments au marché de Matoto. Il est catégorique : « tout médicament est un poison. Il faut donc veiller à ne pas le prendre mal ou à l'excès. Nous ne sommes pas des médecins, nous lisons la notice et en fonction du mal dont souffre le patient, nous pouvons lui conseiller tel ou tel produit. Mais tout médicament peut tuer, qu'il soit acheté dans la rue ou en pharmacie. Tout dépend aussi du dosage ou de la prescription », dit-il avec beaucoup d'assurance.

Ces médicaments vendus en plein air sont exposés à toutes sortes d'intempéries. Pourtant la conservation des produits de santé répond à des règles d'hygiène selon le pharmacien Pépé Bilivogui :

« Quand on les accuse de vendre la mort, ils nient. Nous ici, nous gardons les médicaments selon les méthodes prescrites par la déontologie de notre métier. Regardez notre pharmacie, voyez comment les produits sont disposés sur les étagères. Venez voir comment nous conservons nos vaccins. Mais allez dans la rue et vous verrez comment les médicaments sont exposés à même le sol, au soleil, sous la pluie avec les mouches, la poussière. C'est regrettable. »

A une certaine époque, les vendeurs des médicaments de la rue étaient traqués par les responsables de la santé publique à Conakry.

De plus, le ministère de la Santé a mis sur pied des centres de santé dans plusieurs des villes du pays. Ces dispensaires ont tous des pro-pharmacies qui vendent des médicaments génériques qui ont, semble-t-il, les mêmes propriétés que ceux vendus en pharmacie mais dont les prix sont relativement abordables. Cependant, la misère, le faible pouvoir d'achat et le manque de revenus des Guinéens les renvoient toujours vers les médicaments de la rue.

leverificateur.net

L'artiste

Cheka Katenen Dioubaté

Femmes Africaines : Bonjour Madame

ChekaKateninDioubaté : Bonjour...

S'il vous plait présentez-vous à nos lecteurs ?

Je me nomme ChekaKatenenDioubaté, fille de DjelyMandianDioubaté et de SoukèneYakhaDoumbouya. Je suis née et ai grandi à Kankan. Je suis griotte.

Aujourd'hui, Cheka figure parmi les artistes guinéens d'une grande renommée. Expliquez-nous comment vous êtes venu dans le milieu artistique ?

Comme je le disais tantôt, je suis tout d'abord griotte de naissance. C'est dire que d'une certaine façon, je suis née pour chanter, dans la mesure où la musique dans le sang. En plus, la musique c'est ma vie. J'ai commencé à chanter depuis à l'âge de sept ans.

De nos jours, vous avez combien d'album sur le marché de disque ?

J'ai fait deux albums, mais trois CD parce que le deuxième album était double album. Le premier était Djélilou et le deuxième était Bimogo et Dakan.

Nous avons remarqué que Cheka parle de l'amour, donne des conseils et dénonce des tares dans la société. Quelles sont vos sources d'inspiration ?

J'aime chanter la réalité, c'est-à-dire la vie quotidienne, les choses qui se passent chaque fois. C'est donc le réel qui inspire mes compositions. Donc, toutes mes chansons parlent de la réalité.

Le morceau "BandiguinéIyabaMahamaifanyira" (fout la paix à mon bel homme) a beaucoup cartonné à Conakry dans les villes de l'intérieur. Dans cette chanson, vous défendez d'autres personnes ou bien c'est l'auto défense ?

Non je n'ai pas été victime. C'est vrai que ça peut prêter à confusion et je comprends que la question m'est chaque fois posée. Mais je n'ai pas été victime mais c'est une histoire qui s'est produite devant moi et j'ai utilisé cette opportunité pour chanter Bandiguiné. Dans cette chanson, je m'adresse aux filles qui aiment arracher le mari des femmes qui veulent être dans les foyers. Pour ces victimes, c'est très difficile de se faire chiper son mec. Et il faut qu'on fasse ce message pour que les gens puissent écouter et peut être accepter.

Vous êtes une femme au foyer et comment vous faites pour gérer ce foyer et votre métier d'artiste ?

Ce n'est pas facile, mais je crois que la femme doit être encore drôle par ce que tout dépend des femmes. Les enfants, le mari, le foyer, donc il faut être responsable pour te donner à chaque partie. Il ne faut pas se baser

« NÉE POUR CHANTER... »

Classée parmi les artistes guinéens de la nouvelle génération qui font montre de talents, l'artiste Cheka Katenen Dioubaté s'est prêtée aux questions de la rédaction de votre Magazine Femmes Africaines. Avec elle, nous avons parlé de son parcours musical, du récent prix qu'elle a obtenu et de son regard sur la femme guinéenne.

sur une chose seulement. Je pense que ça c'est dans le cœur, c'est-à-dire si tu es responsable tu peux t'occuper de ton entourage, tout en pratiquant son métier.

Tout récemment, vous avez reçu le prix du meilleur artiste de la Diaspora. Quels sont vos sentiments et expliquez-nous ce prix ?

C'est très important, j'étais très heureuse, très contente, parce qu'un tel prix me donne le courage. Car c'est une manière de me dire que les gens aiment ce que je fais. Donc, c'est forcément réconfortant. Et je pense ce type de récompense arrive parce que j'aime ce que je fais. Ce n'est pas que je fais la musique pour de l'argent ou pour essayer de m'en sortir. Je fais la musique pour le plaisir de le faire. Quand c'est ainsi désintéressé, ça produit des résultats.

Vous prétendez avoir d'autres prix ?

Si j'avais un prix par an, je ne m'en plaindrai point.

On imagine bien que dans la pratique de la musique, il n'y pas que du bon. Des difficultés, il y en a également. Quelles sont-elles ?

Bien sûr et beaucoup même. Et la toute première, je dirai que c'est le dépaysement. Vous savez qu'aux Etats-Unis ou je vis ou au Canada voisin, il n'est pas facile de trouver d'autres musiciens. Et c'est encore plus difficile, s'il s'agit de musiciens guinéens. Je me déplace donc des Etats-Unis pour ici en Guinée ou ailleurs. Même pour faire des compositions, je dois faire des mélodies dans la bouche et ensuite appeler un frère aux Etats-Unis du nom de Gilbert Diabaté. Dès fois, je chante la mélodie ou je lui envoie la vidéo via imo..

Au-delà de votre métier d'artiste vous êtes une femme. Est-ce que vous défendez aussi la cause des femmes ?

Bien sûr ! Les hommes m'attaquent beaucoup, ils disent que j'aime attaquer les hommes, mais c'est la vérité que je dis. Je sais comment les femmes africaines souffrent. Parce qu'à cause de notre culture, les femmes n'ont pas de valeur. Et si tu vois un peu en Occident comment les femmes sont sous contrôle dans le foyer c'est différent d'ici. C'est très dommage que la femme n'ait pas la valeur et le respect qu'elle mérite.

Quel est votre regard sur la femme guinéenne ?

Je pense que les femmes guinéennes sont braves, parce qu'il y a beaucoup de changement maintenant. Tout ce que les hommes font les femmes peuvent également le faire. Je vois qu'elles se battent et c'est très différent des femmes guinéennes d'avant. Je demande à toutes les femmes de se lever. Ne pense pas que tu ne peux rien faire parce que tu es une femme. Nous sommes au même pied d'égalité que les hommes.

Quel message avez-vous pour vos fans et

d'autres personnes qui vous liront à travers nos colonnes ?

Je veux dire à mes fans de se préparer parce que Cheka arrive encore. Je prépare le quatrième CD qui va être un double album. A la fin de cette année, ils me verront et j'espère qu'ils vont aimer comme d'habitude.

Vous avez un mot pour le magazine Femmes Africaines ?

Je félicite et encourage la fondatrice et les travailleurs de Femmes Africaines. C'est une très bonne idée qu'ils ont mis en place. C'est ma première fois de voir un magazine de ce genre. Je vois dans les autres pays, mais pas en Guinée. J'espère qu'à travers vous, les gens peuvent voir ce que les femmes guinéennes font sans regarder la télévision ou écouter à la radio. Vous méritez respect et considération.

Merci madame

C'est à moi de vous dire merci.

Entretien réalisé par Daouda Yansané



Aissatou THIAM

& ses archers sur le toit de l'Afrique

Qui est cette brave
dame qui excelle
bien dans le sport.



Née dans le quartier le plus calme de Kaloum, Almamy, le dimanche 26 Février 1969 à 12 heures 04 mn, elle est du 7ème rang d'une famille de douze (12) enfants. Mariée il y a de cela 20 ans, Aissata THIAM est une passionnée du sport. Ainsi, c'est l'école primaire qu'elle a commencé à se distinguer dans la pratique du football.

Très engagée, elle concilia très harmonieusement les études au sport à partir du collège où elle finit par comprendre que l'école et le terrain sont deux mamelles dont elle aura besoin pour réaliser son rêve : devenir un jour championne des champions pourquoi pas même diriger une grande instance sportive. Alternant les classes et les pelouses, Aissatou, le BTS une fois en poche en 1992, été recrutée au MJSAC comme assistante administrative et mise à la disposition du cabinet au Ministère de la jeunesse et de l'emploi des jeunes. Elle devait successivement assumer les fonctions, secrétaire particulière du secrétaire général et secrétaire particulière du chef de cabinet. Ces années aux postes clés du département lui ont permis d'acquérir assez d'expériences en administration publique. Elle a été secrétaire centrale, ce qui lui a donné le droit d'assister au conseil de cabinet. Elle a engagé les réformes dans ce service en innovant à travers les nouvelles méthodes de gestion des courriers, initiative bien appréciée par le cabinet.

Quelques années plus tard, nommée au service des relations extérieures de la coopération au Ministère de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, elle a décidé avec les amies

de créer une nouvelle discipline sportive et s'est investie activement avec toute son énergie pour la émergence et la vulgarisation de cette nouvelle pratique. C'est ainsi que naissait exactement le 26 novembre 2006, la Fédération guinéenne du tir à l'arc, une discipline jusqu'alors méconnue des Guinéens. Malgré toutes les difficultés en matière de développement du sport en Guinée, cette jeune fédération, après plusieurs années de formation en technique de gestion de tir à l'arc et à l'étranger, est aujourd'hui une institution qui compte dans le paysage sportif guinéen.

Aujourd'hui, c'est même l'une des fédérations qui apportent le plus de médailles. Les dernières en date sont celles de 2014 au championnat d'Afrique en Namibie et tout récemment celle d'août 2015 à l'occasion du tournoi international suivi du grand prix international d'Abidjan.

En définitive, elle est aujourd'hui une femme qui développe le tir à l'arc en Guinée. Elle est membre d'un cabinet ministériel, au poste de conseillère chargée de mission du Ministère de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, présidente de la fédération guinéenne de tir à l'arc et membre de la Confédération Internationale de la Francophonie de tir à l'arc.

Labaya

AYE MANSARE, une pionnière du football féminin en Guinée



courageuse et brave dame, est membre de l'Association des entraîneurs et encadreurs de Guinée. Ainsi, elle a été nommée entraîneuse adjointe du Syli féminin par ce nouveau Comité exécutif de la Fédération guinéenne de football (Féguifoot).

Carrière d'enseignante

- 1999: Collège 1 Donka, 2001 Collège Maneah ;
- 2007 : Collège Camp Alpha Yaya Diallo ;
- 2008: Lycée Kountia ;
- 2010: Direction nationale du sport scolaire

C'est dans cette optique que nous sommes allés chercher cette figure emblématique du football féminin de notre pays.

Avec elle, c'est le prix de l'effort qui est récompensé au vu de tout ce qu'elle a apporté dans l'émancipation du football féminin en Guinée. Véritable précurseur au pays de feu Ahmed Sékou TOURE, Aye MANSARE s'est battue corps et âme pour que notre pays puisse atteindre cet objectif. En toute exclusivité, elle a accepté de se confier à notre rédaction.

Vous venez d'être promue au poste d'entraîneur adjoint du Syli féminin. Quel sont vos sentiments ?

Je suis très contente de cette promotion. Car j'ai toujours consacré ma vie à ce football féminin. Franchement, les mots me manquent pour remercier tous les acteurs de notre football.

Depuis votre nomination, avez-vous commencé à travailler ?

Oui nous travaillons énormément au stade de Nongo, avec les filles que nous avons sélectionnées à Conakry et à l'intérieur du pays. Car les meilleures joueuses ne se trouvent pas seulement à Conakry. Nous avons un défi à relever d'autant plus que le staff est à 100% féminin. C'est pourquoi nous devons cravacher dur pour faire de bons résultats.

Le premier aura lieu avec les éliminatoires de la Coupe du monde France 2018. Même si pour le moment il n'y a pas de championnat, nos filles sont déterminées à gagner à hisser très haut les couleurs nationales

Quelles sont vos ambitions ?

C'est d'aller de l'avant dans ce monde de football. Avoir des diplômes à l'international et surtout avoir mon propre club. Je tiens vraiment à avoir un club que je vais gérer en Guinée.

Quel conseil avez-vous pour les filles qui vont vous lire ?

Faire preuve de sérieux dans la pratique de football. On ne fait pas semblant sinon vous vous trompez vous-même. Car le haut niveau se construit tous les jours. J'espère qu'elles vont appliquer à la lettre mes conseils pour le devenir du football féminin.

Amadou Labaya Camara

Ancienne internationale guinéenne, Aye MANSARE est l'une des pionnières du football féminin en Guinée à l'image de Mamadama CAMARA, Najette CHADY. Sacrée plusieurs fois championne de la Coupe M'Baliala CAMARA dans les années 80 avec l'équipe préfectorale de Kindia (1981, 1982) et plus tard l'équipe de Conakry 1 (1984), cette passionnée du football est diplômée de l'École nationale des sports. Ce diplôme aussitôt en poche, elle a entrepris de transmettre son savoir et ses compétences en devant professeurs d'Éducation physique et sport (EPS) dans les écoles (collège Maneah, lycée Kountia et au collège Camp Alpha Yaya DIALLO).

Après 15 ans de services, Aye MANSARE est depuis 2008 à la Direction nationale du sport scolaire où elle est chargée du football féminin. Elle est aussi membre de l'équipe nationale féminine de Guinée. Cette



GROUPE BAFILA BUSINESS

CABINET BAFILA CONSULTING AND MANAGEMENT



- **Droit des Affaires**
- **Fiscalité**
- **GRH et Formation**
- **Banque et Finance**
- **Gestion Minière**
- **Gestion de Projets**
- **Recrutement et Intérim**

BAFILA EXPERTISE, GESTION & INTERMEDIATION IMMOBILIERE



- **Expertise Immobilière**
- **Gestion Immobilière**
- **Vente des biens Immobiliers**
- **Location des biens Immobiliers**
- **Etablissement des Contrats de bail, Constitution d'hypothèques**

BAFILA IMPRIMERIE & PRESTATIONS DIVERSES



- **Tous Travaux d'imprimerie**
- **Vente des Matériels Informatiques**
- **Vente des mobiliers de Bureau**
- **Vente des Equipements de Protection Individuelle (E.P.I)**
- **Vente de la Papeterie**
- **Maintenance Informatique**
- **Location des Véhicules**

BAFILA FOOD AND BEVERAGE



- **Restauration Événementielle**
- **Pause-Café**
- **Pause- Déjeuner**
- **Dîner**
- **Conférence**
- **Séminaire**
- **Atelier**
- **Livraison dans les bureaux et à domicile**

Nous Voyons ce que Vous Imaginez!

teleafrik1
television Africaine

la voix des femmes au chapitre
même ici chez nous!

- * **Publie- Reportage**
- * **Documentaires**
- * **Emissions**
- * **Reportages**
- * **Spot Télé**
- * **& Spot Radio**

Adresse: Yataya Centre - Conakry
Tel: +224 621802640 / 625312738
eyemotionproguinee@gmail.com

Suscrivez a notre page sur facebook et youtube